

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2015



Première année pleine de mandature, 2015 a été intense pour le SPCPF, comme vous pourrez le découvrir en lisant ce rapport d'activité. Le projet ambitieux validé fin 2014 s'est traduit par une année riche en actions, en particulier pour la promotion de l'institution communale et la formation des élus.

La période a été marquée également par une série de recrutements au sein de deux départements. Elle s'est notamment traduite par une réorganisation structurelle du département eau potable pour répondre à la demande croissante des communes adhérentes.

Mais c'est dans le domaine de nos relations avec les institutions que les évolutions ont été les plus notables. Il faut tout d'abord se féliciter de la signature du contrat de projet Etat-Pays-Commune. Le monde communal y a vu l'aboutissement d'un chantier entamé il y a plusieurs années et donc un légitime motif de satisfaction.

Je retiens également de cette année la concrétisation des efforts que le SPCPF a poursuivis pour établir une relation de confiance avec les autorités de l'Etat au plus haut niveau des institutions nationales.

La visite en Polynésie française du président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, les deux missions que nous avons menées ensuite en métropole ont porté leurs fruits. C'est sur la durée qu'il sera possible d'estimer à leur juste valeur la pertinence et l'importance des liens que nous avons tissés avec nos interlocuteurs métropolitains. Pour ma part, je suis confiant car ils ont été établis sur des bases saines et au nom d'intérêts réciproques et partagés.

Conséquence première de cette période intense, le grand nombre d'actions réalisées a conduit à une année soutenue, et donc à une consommation d'une partie de l'excédent budgétaire constitué ces dernières années. L'équilibre à trouver entre actions et contributions, sujet de débat lors de l'adoption du projet, reste donc un enjeu important pour notre structure intercommunale.

Compte tenu des résultats obtenus, je ne doute pas que nous saurons trouver les moyens nécessaires à la poursuite de notre ambition commune.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce document.

Cyril Tetuanui
Président du SPCPF

**LE MOT
DU PRÉSIDENT**

3

**LA PROMOTION
DE L'INSTITUTION
COMMUNALE**

8

**LE DÉPARTEMENT
FORMATION
DES ÉLUS**

16

**LE DÉPARTEMENT
RESTAURATION
SCOLAIRE**

22

SOMMAIRE

4

LES FAITS MARQUANTS

6



Le bilan de l'année 2015	9	Le bilan de l'année 2015	17	Introduction	22
Bilan et perspectives d'évolution du CGCT		La tonalité de l'année 2015		Le rôle et les missions du SPCPF	23
Le statut de 2004 et l'exercice des compétences		Un séminaire pour favoriser l'émergence de structures intercommunales		Le public cible	24
La réforme fiscale	10	Le détail des actions par type d'opérations	18	Les axes du projet d'amélioration mis en œuvre par le SPCPF	
Le code des marchés publics		Les actions sur les fondamentaux du fonctionnement communal		Le bilan des actions 2015	25
La poursuite de l'appui aux élus sur la FPC		Les formations et séminaires mixtes élus-cadres	19	Les temps forts de 2015	
Des dossiers ponctuels où il faut être présent	11	Le renouvellement du pool d'élus formateurs		Récapitulatif des projets et actions menés dans l'année	
Etude sur les élus de la mandature 2014-2020		La vie du département		Le bilan du projet global selon les axes validés par les élus	26
Le congrès des maires de France reporté pour cause d'attentats	12	Le renforcement des moyens humains		Le conseil et l'assistance en gestion à destination des communes	27
La signature du contrat de projet Etat / Pays / Communes	13	Les actions dédiées à un public spécifique	20	Valoriser les déchets alimentaires des cantines pour moins gaspiller et mieux faire	
La reconnaissance de l'institution communale polynésienne	14	Le congrès des communes			
Le projet politique du SPCPF et du monde communal		Les domaines à traiter en particulier			
Le bilan chiffré		Chiffres clés			
Les chantiers de l'année validés par le congrès des communes	15	Conclusion	21		
		Le monde communal à la conquête de nouveaux horizons			





LE DÉPARTEMENT EAU POTABLE

28



Le bilan de l'année 2015 **29**

Les points forts de l'année

Le personnel
de la compétence AEP

Le bilan 2015 par secteur
et missions **30**

Secteur des îles hautes

Secteur Tuamotu

Chiffres clefs

Les projets stratégiques **31**

Organigramme du
département eau potable

La poursuite
de la réorganisation **32**

Missions sur le terrain des
agents de la compétence
pour 2015

Conclusion

Deux nouveaux ingénieurs **33**

LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

34



Le bilan de l'année 2015 **35**

Rappel de la
programmation 2015

Tonalité du bilan 2015

Le bilan des actions 2015 **36**

Chiffres clefs

Mise en place de logiciels
de facturation spécifiques
dans les communes **37**

Développement
d'un nouveau protocole
avec le Trésor Public

Détail
des opérations d'étude
et de maîtrise d'œuvre

Les opérations
d'assistance de groupe

LE DÉPARTEMENT COMMUNICATION

38



Le bilan de l'année 2015 **39**

La tonalité de l'année

Rappel des objectifs
de l'année

Le détail des actions
réalisées par département

Conclusion

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2015

40



Le bilan de l'année 2015 **41**

Le compte administratif
et le compte de gestion
en 2015

Bilan financier

Analyse de la section
de fonctionnement **42**

Les recettes
de fonctionnement

Les dépenses
de fonctionnement **43**

Analyse de la section
d'investissement **44**

Les recettes
d'investissement

Les dépenses
d'investissement

Besoins de financement
Résultats définitifs

Le compte de gestion du
Trésorier des Iles du Vent, des
Archipels et des Australes

La trésorerie

La répartition
par compétence **45**

Conclusion

Délibération 1/2016/SPC
du 11 février 2016 **47**

SPCPF - Rapport d'activité 2015

Directeur de la publication : Jean Silvestro

Chef d'édition : Ronan Gloaguen

Conception graphique et réalisation : Jean-Philippe Martin

Photos : Ronan Gloaguen, sauf :

Yvon-Serge Badila (page 34)

Laurence Cuheval (page 9)

Grégoire Le Bacon (page 22)

Manava Laborde (page 18)

Impression : STP Multipress



FÉVRIER

■ Les délégués syndicaux ont voté le budget 2015 du SPCPF

Réunis en conseil syndical à la mairie de Pirae, les délégués syndicaux ont voté le budget 2015 du SPCPF. Il s'agit concrètement du premier budget de la mandature 2014-20. Son montant global est de 456 710 630 F CFP.



On note une évolution sensible des contributions, engendrée par la volonté de proposer un projet sur le long terme, avec en particulier, dès 2014, une traduction forte pour l'eau potable et la restauration scolaire.

Ce budget est en augmentation de 23,7 % par rapport à celui de 2014. Cette progression est consécutive à la demande des élus d'augmenter l'action du SPCPF en direction des communes adhérentes.

■ Jean-Jacques Urvoas rencontre les maires polynésiens

Député, président de la commission des lois de l'Assemblée Nationale, Jean-Jacques Urvoas effectuait une mission en Polynésie française à l'invitation du gouvernement du Pays. Le programme de son déplacement avait prévu des rencontres avec plusieurs maires au SPCPF, mais également dans les archipels.

MARS

■ Le président du SPCPF a signé le contrat de projet Etat / Pays / Communes

Le contrat de projet Etat / Pays / Communes, discuté par l'ensemble des parties prenantes depuis de nombreuses semaines a été signé le lundi 9 mars à l'occasion de la visite en Polynésie française de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

Pour la première fois depuis l'instauration de ce dispositif, un volet spécifique est destiné aux communes. Les signatures de ces deux documents dans la salle du conseil des ministres à la présidence de la Polynésie française concrétisent ainsi un partenariat Etat/Pays élargi aux communes. Le nouveau Contrat de Projets pour la période 2015/2020 place la croissance économique et l'emploi au cœur de son action.



■ Renforcement du département Formation des élus

Depuis le 16 mars 2015, l'équipe du SPCPF s'est agrandie avec l'arrivée de Kissy Baude, chargée de formation. Son arrivée très attendue a permis de renforcer le département Formation.

JUIN

■ Bilan et évolution du CGCT

Le CGCT (le Code Général des Collectivités Territoriales) est applicable en Polynésie depuis 2008. Sept ans après sa mise en œuvre, les communes de Polynésie ont souhaité faire un bilan de son application et étudier les perspectives de son évolution dans quatre domaines. Le SPCPF a donc entamé une réflexion sur ces sujets avec des élus et des cadres communaux. Pour accompagner les communes dans leur réflexion, le SPCPF avait fait appel à une stagiaire de l'INET (Institut National des Etudes Territoriales).



Les groupes de travail organisés par le SPCPF se sont concentrés sur quatre thématiques : bilan de l'application du CGCT, avenir des communes associées en Polynésie, évolution des compétences communales à 5 ans, fiscalité communale.

■ Trente élus ont planché sur l'évolution des communes associées

Une trentaine de maires et maires délégués venus des différents archipels ont travaillé sur la question de l'avenir des communes associées. Constitué par le SPCPF depuis mars 2015, ce groupe de travail avait comme objectif de recenser les difficultés auxquelles sont confrontés les maires des communes associées, et d'identifier des pistes d'améliorations. La rencontre a permis d'exposer les principaux résultats de la consultation menée début mai. Ceux-ci montrent en particulier que 64% des élus interrogés souhaitent rester dans le cadre de la commune associée, tout en la faisant évoluer, alors que 31% plaident pour la commune de plein exercice.



JUILLET

■ Les maires et le gouvernement initient un travail en commun dans le domaine social

Une importante réunion de travail entre des maires et Priscille Téa Frogier, ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine s'est tenue dans les locaux du SPCPF. Cette rencontre avait pour but d'initier un travail conjoint gouvernement de la Polynésie française / communes, sur le volet du social.

A l'origine de cette rencontre, les travaux menés depuis mars 2015 par le SPCPF et les communes sur l'application du CGCT, qui ont débouché sur plusieurs chantiers. Parmi ceux-ci, l'intervention des communes dans des domaines de compétences relevant normalement du Pays : développement économique et domaine social, en raison de la proximité au citoyen des services municipaux.



AOÛT

■ Un nouvel ingénieur au Département Eau Potable (DEP)

Le département eau potable (DEP) du SPCPF s'agrandit avec l'arrivée de Lucas Gendron, nouvel ingénieur.

SEPTEMBRE

■ Le monde communal à la conquête de nouveaux horizons

C'était le thème général de la problématique abordée au cours du 26^e Congrès des communes de la Polynésie française qui s'est tenu du 14 au 17 septembre dans la commune de Pirae. Pendant trois jours,



les congressistes ont planché sur plusieurs sujets ayant trait aux domaines de l'économie et du social, des compétences du Pays, exercées souvent et en partie par les communes.

OCTOBRE

■ Une ingénieure supplémentaire au Département Eau Potable

Le département eau potable (DEP) du SPCPF vient de se renforcer avec l'arrivée de Hana Galenon, nouvelle ingénieure. Le département dispose désormais de 5 ingénieurs, 2 techniciens principaux et 4 techniciens. Le renforcement du département fait suite aux demandes des communes adhérentes et à la décision du comité syndical du SPCPF.

NOVEMBRE

■ Une délégation d'élus du SPCPF à la rencontre d'institutions métropolitaines

Une délégation de maires et d'élus municipaux de Polynésie française, menée par le président du SPCPF, Cyril Tetuanui, était à Paris pour une série de rencontres institutionnelle de haut niveau.

L'objectif de la mission consistait à présenter aux interlocuteurs parisiens l'état d'avancement des dossiers sur lesquels le SPCPF travaille, et solliciter leur appui pour les faire aboutir.

■ Le 98^e congrès de l'AMF est reporté suite aux attentats tragiques du 13 novembre à Paris



Le comité exécutif de l'AMF a décidé le report du congrès des maires de France qui devait se réunir à Paris du 17 au 19 novembre suite aux attentats sanglants commis à Paris et à Saint-Denis.

■ La délégation du SPCPF à la journée Outre-mer de l'AMF

Conséquence directe des événements tragiques qui ont endeuillé Paris et la France, le congrès de l'AMF a été reporté au mois de mai 2016. Cependant, la journée de l'Outre-mer a été maintenue. Elle a permis aux maires et présidents d'associations départementales de l'AMF d'exposer les difficultés auxquelles ils sont confrontés. A la tête d'une délégation d'une dizaine de maires, le président du SPCPF a participé à cette réunion importante pour les élus municipaux des départements et collectivités d'Outre-mer.



LA PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE





LE BILAN DE L'ANNÉE 2015

L'année 2015 a été une année active pour ce département. Des projets très porteurs ont été réalisés et les actions menées ont grandement consolidé l'image des communes polynésiennes. La reconnaissance du monde communal en Polynésie française en a été renforcée, avec un réel partenariat avec l'Etat et le Pays. Les missions institutionnelles en métropole ont permis de mieux faire entendre la voix des communes polynésiennes, qui est maintenant assez clairement entendue. L'année a produit des résultats tangibles sur de nombreux dossiers.

■ Bilan et perspectives d'évolution du CGCT - Communes associées

Cet objectif phare de l'année s'est traduit concrètement par la réalisation de 9 actions mobilisant 309 participants pour 1 589 heures de présence. L'appui du CNFPT a été essentiel, avec la mise à disposition d'un élève administrateur de l'INET pendant 3 mois.

Ce travail a été concrétisé par la formalisation de deux documents :

► Un premier sur le CGCT, avec des éléments tangibles :

- La mise en évidence que le CGCT n'est pas un souci majeur pour les communes, mais que c'est l'exercice des compétences statutaires qui pose problème,



Anne Lefevre, au premier plan à droite, la stagiaire de l'INET, entourée des DGS de plusieurs communes de Polynésie française

- Le report de la réflexion sur le choix entre code des communes et CGCT en fin de mandature,
- Des propositions de modifications du CGCT pour de nombreux articles.

► Un second sur les communes associées, avec des propositions claires :

- Donner la priorité à la bonne gouvernance de la commune, avec le passage à un scrutin à liste unique,
- La préservation des communes associées,
- La possibilité de donner au maire délégué des délégations sur son territoire,
- L'information sur le niveau de dépenses pour la commune associée.

Ces propositions ont été présentées en Polynésie française auprès de l'Etat, du Pays et des parlementaires et à Paris auprès des partenaires institutionnels qui traiteront le dossier (Présidence de la République, Ministère des outre-mer, parlement, AMF).

Le travail a été poursuivi avec le Haut-commissariat pour aboutir à des décisions réelles.

■ Le statut de 2004 et l'exercice des compétences

Le travail sur le CGCT ayant mis en évidence la volonté des élus d'exercer des compétences relevant normalement du Pays (social, développement économique en particulier), des contacts ont été pris avec le Pays sur le sujet.

Celui-ci a été réactif, avec un accord pour la création d'un comité de pilotage Pays / communes sur le sujet, avec à terme deux objectifs :

- La mise en évidence éventuelle de modifications statutaires,
- La définition de modalités de travail communes / Pays, par exemple des conventions pour permettre aux communes d'exercer une partie des compétences dans un cadre juridique sécurisé.

9 actions

309 participants

1 589 heures de présence



Visite de Jean-Jacques Urvoas, président de la Commission des lois de l'Assemblée nationale



► Député, président de la commission des lois de l'Assemblée Nationale, Jean-Jacques Urvoas a effectué une mission en Polynésie française à l'invitation du gouvernement du Pays. Le programme de son déplacement avait prévu des rencontres avec plusieurs maires au SPCPF, mais également dans les archipels.

La mission de M. Urvoas comportait plusieurs volets. Son déplacement en Polynésie française s'inscrivait notamment dans la perspective de l'évaluation de la pratique du statut de 2004 et des améliorations souhaitées par les différents acteurs institutionnels polynésiens, dont les communes.

Avec le président du SPCPF, les maires ont également souhaité évoquer avec Jean-Jacques Urvoas plusieurs points, dont :

- La modification des dates butoirs relatives aux compétences environnementales (eau potable, traitement des déchets) inscrites dans le code général des collectivités (CGCT),
- Le statut des communes associées,
- La fiscalité communale,
- La gestion du Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP),
- La modification de l'article 75 de l'ordonnance relative à la fonction publique communale.

Les entretiens au SPCPF et les visites sur le terrain se sont déroulés dans un excellent climat, les maires et le président du SPCPF ayant apprécié le sens de l'écoute de M. Urvoas.

Celui-ci a déclaré que son déplacement en Polynésie française et les visites qu'il a effectué dans les îles, ainsi que la qualité de l'accueil qui lui a été réservé, lui avaient permis de mieux prendre conscience de la réalité des communes polynésiennes et des difficultés auxquelles elles devaient faire face, notamment pour l'application des dispositions du CGCT.

■ La réforme fiscale

La mise en place d'une fiscalité communale est attendue par les communes depuis 2004 et la possibilité offerte au Pays de faire évoluer le dispositif actuel. Un travail avait été initié en 2010, mais sans résultats. Le Pays a enfin donné en 2015 le signe attendu d'une volonté de travailler sur le sujet.

De façon très positive, il a été demandé au SPCPF de présenter en 2016 des propositions concrètes. Celles-ci devront intégrer la problématique complexe de trouver un équilibre entre une capacité offerte aux communes ayant un potentiel fiscal réel, et celles pour qui la solidarité devra toujours s'exercer.

■ Le code des marchés publics

Dans ce domaine également, le Pays avait la compétence depuis 2004 de faire évoluer un code devenu obsolète et qui plus est, sujet à incertitude juridique depuis sa « suppression » malencontreuse lors de la mise en place du CGCT. Le Pays a transmis un projet courant septembre. Le SPCPF a réuni trois groupes de travail et les propositions définitives ont été présentées au Pays le 11 décembre. Une première analyse a montré un projet bien adapté qui devrait permettre de moderniser l'achat public et le principe de mise en concurrence pour favoriser les économies.

■ La poursuite de l'appui aux élus sur la FPC

Le SPCPF a été le porteur de la réforme relative à la mise en place de la fonction publique communale en Polynésie française (FPC), notamment par la rédaction des décrets et de tous les arrêtés d'application. Il a été également le vecteur ayant permis la mise en place du centre de gestion et de formation (CGF), notamment par la mise à disposition du premier directeur, le transfert de personnel et de compétences.

Il appartient évidemment au CGF d'être l'outil de la FPC, notamment par l'organisation des concours, de la formation et la gestion des instances paritaires. Cependant, il est apparu que les élus siégeant à ces instances paritaires avaient besoin d'appui, et que le CGF ne pouvait être ce support sous peine d'être accusé de favoritisme, alors qu'il se doit évidemment d'être neutre compte tenu de son rôle de secrétariat des instances.

Le SPCPF s'est donc organisé pour jouer ce rôle sur le long terme, avec six actions en 2015.

Cette décision a été bien accueillie, les élus ayant besoin d'appui par rapport à des organisations syndicales qui s'organisent et veulent jouer leurs rôles dans les instances.





■ Des dossiers ponctuels où il faut être présent

Le SPCPF est de plus en plus sollicité pour donner, au nom du monde communal, un avis sur des projets de textes ou participer à des groupes de travail ou comité de pilotage de projets du Pays impactant les communes.

En 2015, le SPCPF a participé à des travaux en relation avec :

- Le projet d'adressage,
- La loi sur le stationnement,
- Le schéma des transports terrestres,
- Le décret sur l'économie circulaire,
- La préparation des réunions du comité des finances locales (CFL) et du contrat de projet,
- L'avenir de la DGF,
- Les relations communes / Trésor Public,
- Les projets d'arrêtés relatifs à la police municipale.

Tous ces avis ou participations ont été réalisés en mobilisant les communes, soit par groupes de travail (huit en 2015), soit par consultation, le SPCPF devant être le porteur de la vision communale, et non d'une vision de ses élus ou techniciens.

■ L'étude sur les élus municipaux de la mandature 2014-2020

Comme à chaque début de mandature, le SPCPF s'interroge sur la vision des nouveaux élus sur leurs rôles, celui de leurs communes, sur les relations avec les partenaires.

Une étude a été menée sous la forme d'enquête mobilisant un prestataire, avec deux phases :

- Une phase qualitative, avec des entretiens menés auprès de près de cinquante élus ou partenaires,
- Une phase quantitative, où l'ensemble des élus communaux sont invités à répondre à un questionnaire.

La phase qualitative a été menée d'août à octobre et la phase quantitative a débuté en décembre 2016.

Les rencontres institutionnelles en métropole (AMF, Sénat, Assemblée nationale)



Avec Philippe Bas, président de la commission des lois du Sénat

► Une délégation de maires et d'élus municipaux de Polynésie française, dirigée par le président du SPCPF Cyril Tetuanui, a mené à Paris une série de rencontres institutionnelles de haut niveau, au mois de mai puis en novembre 2015. L'objectif des rencontres consistait à présenter aux interlocuteurs parisiens l'état d'avancement des dossiers sur lesquels le SPCPF a travaillé durant l'année pour solliciter leur appui afin de les faire aboutir, des problématiques au cœur de l'actualité du monde communal polynésien : relations Pays/Communes, réforme du code général des collectivités territoriales (CGCT), communes associées. A terme ces dossiers auront des conséquences non négligeables sur le quotidien des Polynésiens.

Plusieurs moments forts ont rythmé ces missions, en particulier celle de novembre qui s'est déroulée en deux temps.

Une série de rencontres institutionnelles avec :

- François BAROIN, président de l'association des maires de France (AMF),
- Philippe BAS, président de la commission des lois du Sénat,
- Michel MAGRAS, sénateur de Saint-Barthélemy, président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer,
- Marc VIZY, conseiller du président de la République pour l'outremer,
- Mme George PAU-LANGEVIN, ministre des Outre-mer,
- Jean-Jacques URVOAS, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Les rencontres se sont déroulées de manière très satisfaisante, et l'accueil réservé à la délégation d'élus polynésiens a été très positif. Les différents interlocuteurs rencontrés ont manifesté un grand intérêt aux propos développés par les élus et les techniciens qui les accompagnaient.

A l'issue des rencontres, le président du SPCPF s'est déclaré *“très satisfait de l'écoute témoignée par les personnalités rencontrées”*, et *“confiant dans l'appui qu'ils apporteront pour faire aboutir les dossiers”*.

Outre M. Tetuanui, la délégation était composée de Mme Lorna Oputu, vice présidente du SPCPF, de Philip Schyle, maire de la commune d'Arue, de Christian Vernaudo, conseiller municipal de la commune de Punaauia, et tout récemment désigné membre du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

A ce groupe qui avait fait le déplacement depuis Tahiti s'était jointe la sénatrice Lana Tetuanui.



Le congrès des maires de France reporté pour cause d'attentats

► Conséquence directe des événements tragiques qui ont endeuillé Paris et la France, le congrès de l'AMF, prévu en novembre 2015 a été reporté au mois de mai 2016.



Cependant la Journée de l'Outre-mer avait été maintenue. Elle a permis aux maires et présidents d'associations départementales de l'AMF d'exposer les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice de leur mandat. A la tête d'une délégation d'une dizaine de maires, le président du SPCPF a participé à cette réunion importante pour les élus municipaux des départements et collectivités d'Outre-mer.

Le contexte très particulier de la période marquée par les attentats qui venaient d'avoir lieu dans la capitale française avait bien entendu donné un ton très particulier à cette réunion de travail. Plusieurs délégations avaient annulé leur déplacement, mais la salle de conférence de l'AMF était tout de même bien remplie.

Les Polynésiens ont retrouvé leurs homologues de Nouvelle Calédonie et des départements d'outre-mer. Chacun des présidents des associations départementales de maires a pu aborder les problématiques spécifiques qui mobilisent les élus municipaux des différentes collectivités.

Dans son intervention, le président du SPCPF a tout d'abord témoigné de la solidarité de la délégation de la Polynésie française aux familles endeuillées par les attentats, et apporté son soutien au Président de la République et aux autorités de l'Etat pour assurer l'unité de la nation et défendre les valeurs de la République. Il a fait le point sur les dossiers qu'il a présenté à ses interlocuteurs institutionnels tout au long de la semaine : modification du CGCT, mode d'élection des élus municipaux et fonctionnement des communes associées, participation de l'Etat au redressement des finances communales notamment.



La délégation polynésienne avec les proches collaborateurs du président de la République et du Premier ministre



Avec les élus municipaux néo-calédoniens à l'occasion de la Journée de l'Outre-mer organisée par l'association des maires de France (AMF)



Le président du SPCPF accompagné de Lana Tetuanui, sénatrice de PF, Philip Schyle, maire de Arue, Christian Vernaudon, conseiller économique et social de PF, et Lorna Oputu, conseillère municipale de Mahina, avec François Barouin, président de l'AMF



La signature du contrat de projet Etat / Pays / Communes

Le contrat de projet Etat/Pays/Communes, discuté par l'ensemble des parties prenantes depuis de nombreuses semaines a été signé le lundi 9 mars 2015 à l'occasion de la visite en Polynésie française de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

► Pour la première fois depuis l'instauration de ce dispositif, un volet spécifique est destiné aux communes. Les signatures de ces deux documents intervenues dans la salle du conseil des ministres à la présidence de la Polynésie française ont concrétisé un partenariat Etat/Pays élargi aux communes. Le nouveau Contrat de Projets pour la période 2015/2020 place la croissance économique et l'emploi au cœur de son action. Deux outils ont été définis dans ce cadre.

Il s'agit de :

- Un Contrat de Projets Etat/Polynésie française (2015-2020) relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française, à hauteur de 38 milliards de F CFP ;
- Un Contrat de Projets Etat / Polynésie française / Communes (2015-2020) relatif au financement des projets d'investissements communaux, pour un montant de 12 milliards de F CFP.

La répartition des participations des trois partenaires prévoit une intervention par l'Etat et la Polynésie française à parité et par les communes pour une quote-part comprise entre 5% et 15% du montant des opérations.

Les projets d'investissement éligibles présentent les caractéristiques suivantes :

- **Bénéficiaires** : les communes de Polynésie française, leurs groupements,

établissements publics, sociétés d'économie mixte locales (SEML) et les syndicats mixtes.

- **Secteurs éligibles** : l'alimentation en eau potable, la gestion des déchets et l'assainissement des eaux usées.

Dans son intervention à l'issue de la signature du volet relatif aux communes, Cyril Tetuanui, le président du SPCPF, a remercié la ministre ainsi que le président du Pays pour la concrétisation d'une étape souhaitée par les communes depuis de nombreuses années.

Il a indiqué notamment qu'il s'agissait selon lui d'un véritable signe de la reconnaissance des communes comme un partenaire institutionnel à part entière dans le développement de la Polynésie française, ce dont il s'est félicité.





■ La reconnaissance de l'institution communale polynésienne

Cette reconnaissance ne peut être que le fruit d'un travail de longue haleine porté par les élus communaux eux-mêmes.

Après plus de quarante ans d'existence, l'institution communale est désormais reconnue comme incontournable, tant le rôle de proximité au citoyen est indispensable. Cette action sur le terrain se fait souvent sans véritables moyens, parfois dans des conditions juridiques difficiles, mais toujours avec la volonté de répondre aux besoins et difficultés, notamment de la population la plus en difficulté. Ce travail peu visible commence à être reconnu par les partenaires, avec une prise de conscience que travailler ensemble est la meilleure façon d'avoir des résultats positifs pour l'ensemble des acteurs institutionnels.

Ceux-ci doivent coopérer et ne pas s'opposer, en évitant enjeux politiques ou de pouvoirs.

2015 a été en ce sens une année intense, avec de nombreuses rencontres avec l'Etat et le Pays, la création du comité de pilotage sur l'exercice des compétences et l'évolution du statut, la consultation des communes à travers le SPCPF sur des dossiers relevant du Pays (code des marchés publics, fiscalité), l'accord avec l'Etat de poursuivre le travail sur le CGCT et les communes associées par des propositions de rédaction. Cette reconnaissance en Polynésie française a servi de base à un travail institutionnel avec les partenaires de métropole : Présidence de la République, ministère des Outre-mer, parlement (Assemblée nationale et Sénat), AMF, CNFPT. Le monde communal polynésien a été visible et reconnu en métropole, sans dépendre du Haut-commissariat ou du Pays. C'est une avancée importante, porteuse d'autonomie dans la défense des projets et

dossiers. Deux missions ont été organisées à Paris, et le lien porteur de continuité a été créé.

■ Le projet politique du SPCPF et du monde communal

Dans le cadre du département promotion, les groupes de travail et de réflexion nécessaires à la définition d'un projet politique du SPCPF s'appuyant sur les besoins des communes ont été organisés, avec les commissions pour la restauration scolaire, l'eau potable et la formation des élus, et le comité «projet politique» lui-même.

LE BILAN CHIFFRÉ

43 actions ont été menées, pour 19 prévues, signe de la forte demande de représentativité des communes que porte le département. Le tableau ci-dessous résume ce bilan chiffré. ●

43 actions

600 participants

3 101 heures de présence

	Actions	Participants	Heures	Budget
► Réalisé	43	600	3 101	8 195 540 cfp
► Prévu	19	285	3 080	7 401 611 cfp
► Pourcentage	226 %	211 %	101 %	111 %



■ Les chantiers de l'année validés par le Congrès des communes

Le Congrès des communes de septembre 2015 a soumis à l'avis des participants les propositions issues des travaux menés au sein du SPCPF par des élus et des agents communaux, sur les évolutions envisageables du CGCT après six ans d'application, la répartition des compétences ainsi que la problématique des communes associées.

Un travail de lobbying a été mené auprès des partenaires institutionnels en Polynésie française comme auprès des partenaires métropolitains pour faire aboutir les demandes des élus municipaux polynésiens.

► Un CGCT à adapter au contexte polynésien

Alors que le CGCT semblait soulever de fortes interrogations, il s'est finalement avéré qu'il n'était pas forcément en cause, plusieurs questions relevant soit du statut de 2004, soit d'autres textes et principes généraux. Des propositions de modifications pour une meilleure adaptation du texte au contexte polynésien ont été validées par les congressistes. Sans entraîner de profonds bouleversements, elles portent notamment sur la délégation au maire en matière de marchés publics, la gestion des SPIC, la répartition des compétences en matière de déchets ménagers, les finances communales, l'intercommunalité. Concrètement, la priorité des élus a concerné la répartition ou l'exercice des compétences, le financement de ces compétences, les relations Pays/communes, autant de sujets relevant le plus souvent du statut de 2004. Les élus ont clairement souhaité que le monde communal puisse s'exprimer systématiquement sur la pertinence de telle ou telle réforme du statut.

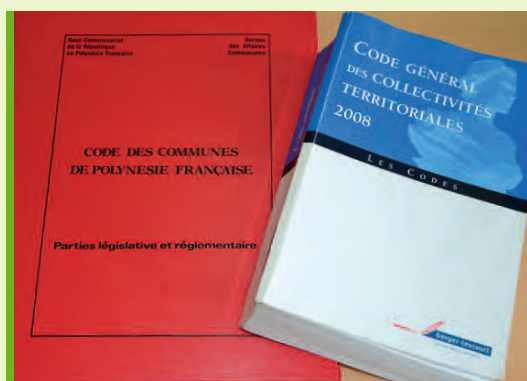
► Vers une officialisation de l'action sociale communale à l'horizon 2020 ?

Les contours d'une politique sociale communale se sont dessinés autour de l'officialisation des actions sociales exercées en dehors de tout cadre légal, du développement de la coordination entre le travail des services sociaux du Pays et ceux des communes et de la définition d'une capacité de la commune à répondre aux situations d'urgence.

• Une expérimentation en coopération avec le Pays

L'objectif commun de trouver les moyens d'un travail en partenariat Pays/communes lorsque leur proximité avec le citoyen constitue un facteur majeur de réussite,

est désormais acté. De façon concrète, il a été décidé de démarrer une expérimentation à l'échelle de quelques communes volontaires et de créer un comité de pilotage mixte chargé de fixer un cadre de



travail avec le Pays, l'Assemblée de Polynésie française et les parlementaires sur les conditions dans lesquelles les communes pourraient exercer légalement une partie des compétences du Pays.

Thèmes à traiter en priorité : la sécurisation des actions communales, la tarification sociale et la décentralisation.

• Une politique de développement économique à définir

Diverses pistes de travail ont été proposées aux communes, mais devant l'ampleur de la tâche, il a été convenu que le volet développement économique ne pouvait débuter simultanément. L'année 2016 devrait être consacrée aux études et travaux préalables (formation, voyage d'étude, etc.) dans l'objectif d'être prêt d'ici 2017.

► Communes associées : une séparation à étudier au cas par cas

Une simulation de création de 68 nouvelles communes (les communes associées actuelles qui ne sont pas chef-lieu) a été menée. Elle a démontré une augmentation importante du nombre d'élus (de 1 038 à 1 896) avec un impact financier limité. En revanche, l'augmentation globale de la

masse salariale afin que les services de gestion et de proximité indispensables soient assurés est très forte (3,23 milliards Fcfp, soit 25 % des budgets de fonctionnement des 30 communes actuelles avec communes associées). A ressources financières inchangées, cela conduirait à de fortes difficultés pour investir, et même pour assurer certains services de base. Pour les élus, ce constat ne conduit pas pour autant à rejeter toute procédure de séparation, les situations et difficultés étant différentes selon les communes. Quand les communes associées sont nombreuses, il n'est pas réaliste de créer

autant de communes de plein exercice que de communes associées. Cependant la possibilité de créer deux communes à partir des anciennes communes associées pourrait être étudiée.

Ces procédures peuvent être aussi l'occasion de revoir certaines limites de communes. La procédure existe déjà dans le CGCT et peut être mise en œuvre sans modification de la loi.

Les élus ont demandé simplement à ce que la loi impose un délai au

haut-commissaire pour terminer la procédure de séparation lorsque celle-ci a respecté l'ensemble des dispositions et avis prévus.

• Mode électoral, gouvernance et pouvoir du maire délégué

L'élément essentiel de la réforme souhaitée par les élus concerne la garantie d'une stabilité au cours de la mandature et la mise en œuvre d'un projet politique par une tête de liste identifiée. La priorité doit aller à la mise en place d'un scrutin avec liste unique et élection à la proportionnelle permettant à l'opposition de s'exprimer et participer ainsi au débat politique.

En second lieu l'existence des communes associées doit être préservée, par une représentativité dans les listes de candidats aux élections, et le pouvoir donné au maire délégué d'exercer pleinement son rôle, par l'obligation de délégation du maire sur le territoire de la commune associée et par le vote par le conseil municipal d'une dotation annuelle mise en œuvre par le maire délégué.

Au niveau politique, les élus pensent que le maire délégué doit être représentatif de la population de sa commune associée, même s'il n'appartient pas à la majorité municipale.

LE DÉPARTEMENT FORMATION DES ÉLUS





LE BILAN DE L'ANNÉE 2015

La tonalité de l'année 2015

L'année a été marquée par le rythme élevé de l'activité, et le recrutement d'une chargée de formation impliquant une évolution de l'organisation interne du département.

■ Les événements marquants de l'année :

- La densité du programme de formations, et la réactivité nécessaire du département en raison de nombreux changements de calendrier,
- Le premier congrès des communes de la mandature,
- La mise en place du réseau de formateur élus de la mandature,
- Le renforcement de l'équipe du département formation par le recrutement de Mme Kissy Baude.

■ Rappel des objectifs de l'année

- Poursuivre et renforcer les actions sur les fondamentaux (séminaires

intra et formation de base sur le fonctionnement et la gestion de la commune),

- Initier les premiers séminaires mixtes élus/cadres (fonctionnement communal et articulation entre le politique et l'opérationnel),
- Constituer un nouveau pool d'élus formateurs pour la nouvelle mandature et assurer leur tutorat,
- Poursuivre les actions spécifiques pour les délégués du SPCPF,
- Réussir le premier congrès des communes de la mandature 2014-2020.

■ Les domaines à traiter en particulier :

- Le juridique (séminaires intra du conseil municipal, fonctionnement des institutions, responsabilités, le foncier communal, le funéraire),
- Les ressources humaines et le management (FPC, l'organisation et le fonctionnement interne, séminaires intra CM),
- «L' élu porteur de projet»,
- Le budget et les finances,
- La mutualisation et l'intercommunalité (voir encadré).



Les élus en atelier de travail

Un séminaire pour favoriser l'émergence de structures intercommunales en Polynésie française

Dans la continuité de l'année 2014, et à travers le partenariat qu'il entretient avec le CNFPT, le SPCPF avait souhaité monter une opération d'envergure sur le thème de l'intercommunalité en 2015. L'objectif était de permettre aux élus et cadres des communes concernées de réfléchir ensemble au principe de mutualisation de services et de moyens et à ses possibles déclinaisons.

► La réussite de l'opération a reposé sur une prise en compte dès l'ouverture du séminaire des attentes de chacun des par-

ticipants. Leur grande diversité, et la confusion qui subsistait dans l'esprit de certains élus sur les notions de mutualisation et de création de structures intercommunales a été réglée d'emblée. Un rapide retour sur les principales caractéristiques et définitions des EPCI a limité le risque de confusion ou de décalage entre les attentes et le travail proposé.

■ Des modes de collaboration souples et adaptables

A l'issue de la mission les deux intervenants ont pointé la très grande diversité du champ des possibles en matière de mutualisation et la grande latitude laissée aux collectivités pour proposer des modes de collaboration souples et adaptables, solution alternative ou préalable à la création de structures lourdes et complexes vers lesquelles, les collectivités se tournent souvent plus spontanément. Ils ont mis en avant ce qui doit guider ces démarches collaboratives : la notion d'entraide, de solidarité, de recherche de solutions effi-

cientes mais aussi équilibrées financièrement. Imposée par le législateur, la mise en place de modes de mutualisation doit s'inscrire dans le cadre d'un schéma global où chaque partenaire contribue à une approche partagée et bâtie selon un modèle «gagnant – gagnant».

En conclusion, l'intercommunalité en Polynésie française est en marche. Au-delà des syndicats intercommunaux qui existent parfois depuis une quarantaine d'années, les communautés de communes d'Havai'i, des Marquises, ont fait des émules.

Sur pratiquement l'ensemble du territoire polynésien des réflexions sont en cours pour créer des structures similaires. L'effet d'aubaine de la DGF bonifiée, qui aurait pu de manière perverse motiver la création de communautés de communes, n'est plus d'actualité.

Les élus polynésiens souhaitent créer des structures intercommunales sur la base d'un projet commun, en priorité sur celle de la recherche de financement.



LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES PAR TYPE D'OPÉRATIONS

**L'activité du département revêt
plusieurs formes ou actions.
Elles sont récapitulées ci-dessous.**

■ Les actions sur les fondamentaux du fonctionnement communal

Cet objectif s'est traduit par la réalisation de «séminaires-intra du conseil municipal» sur demande du maire. Le fort renouvellement des équipes municipa-

les en 2014 a conduit à une demande importante. Ce type de séminaire répond aux objectifs de compréhension du fonctionnement de la commune et des acteurs, des enjeux de service public et de gouvernance.

Autres points forts de l'année : les actions dites classiques (juridique, budget...).

Elles sont plus techniques et ciblent plus particulièrement les maires, les adjoints ou élus délégataires. Elles ont répondu à l'objectif d'acquisition de connaissances juridiques et administratives afin de mieux comprendre les procédures administratives et le fonctionnement des administrations.

• **12 séminaires intra** (soit un par mois en moyenne) ont été réalisés avec 208

participants, totalisant 2 873 heures de formation.

• **6 formations** avaient été prévues, et ont été réalisées (FPC, budget, foncier, funéraire, organisation administrative) avec 1 246 heures pour près de 83 participants.

Il faut noter l'expérimentation d'un séminaire «de type intra» ouvert à tous les nouveaux élus issus de conseils municipaux qui n'ont pas été renouvelés de manière importante. Ce séminaire a accueilli 21 participants.

Ces actions ont permis de répondre à l'objectif d'acquisition des bases du fonctionnement de la commune et des institutions en début de mandature. Leur co-animation par les élus formateurs a été très appréciée.



12 séminaires

208 participants

2 873 heures de formation

6 formations

83 participants

1 246 heures de formation



■ Les formations et séminaires mixtes élus-cadres

Organisées en partenariat par le SPCPF (pour les élus) et le CGF (pour les agents), ces actions répondent à la nécessité pour ces deux publics de partager des moments de formation sur des thématiques techniques permettant de comprendre les enjeux et les contraintes des uns et des autres (l'élus confronté à la population – les limites et les contraintes techniques ou juridiques des techniciens).



Il s'agit d'une modalité qui constitue un objectif capital dans la relation élus-cadres et leur mode de fonctionnement en matière de conduite des projets. On notera le report de plusieurs de ces actions sur le second semestre à la demande du CGF (déficit de stagiaires ou problème de disponibilité des formateurs). Cela a alourdi le programme du SPCPF sur cette période et provoqué des grandes difficultés à tenir le rythme même si les résultats sont très positifs. Teva I Uta a été la première commune à bénéficier d'un séminaire intra de ce type élaboré conjointement par le SPCPF et le CGF, ces deux structures ayant été chargées d'organiser les conditions de réflexion des élus et des cadres d'une même commune autour de son projet politique et de son projet d'administration.

Cette opération a constitué une seconde étape après le séminaire intra des élus sur les fondamentaux de la gestion communale. Ce format particulier a permis d'accompagner et familiariser de manière concrète, à partir de la profession de foi de l'équipe municipale et de l'organisation de la commune, les équipes municipales à la conduite de projets et la relation élus-cadres dans le secteur public. Ce type de séminaire a aussi permis de souligner le rôle et la mission de l'élus «porteur de projet» et la fonction de soutien technique et de

force de proposition des techniciens. Le bilan de ce volet a conclu à la nécessité pour le SPCPF et le CGF d'identifier un projet commun et partagé qui aboutisse à des actions pour lesquelles la mixité répond à un réel objectif pédagogique.

■ Le renouvellement du pool d'élus formateurs

L'année 2015 a permis la constitution du nouveau pool de formateurs élus, avec onze nouveaux formateurs formés à la pédagogie d'adultes ayant pour la majorité d'entre eux réalisé leur «passage à l'action» dans les séminaires intra et au congrès des communes. Du point de vue des stagiaires, la présence des élus formateurs constitue une plus value indispensable en terme de bilinguisme, d'expérience et de vécu d'élus, et de complémentarité avec l'expertise technique.

L'équipe a réalisé un premier bilan soulignant la nécessaire disponibilité de chacun et son implication sur le fond des thématiques, mais aussi l'accompagnement (tutorat et information par l'équipe SPCPF) et la pratique régulière. Une nouvelle étape reste à franchir : celle de pouvoir concevoir et animer en autonomie des séminaires et formations.

■ La vie du département (Voir ci-contre)

La vie du département a été marquée par l'arrivée d'un nouvel agent, Kissy Baude, qui occupe depuis mars 2015 le poste de chargée de formation en qualité de fonctionnaire stagiaire issue du concours B de la FPC. Ce renfort s'inscrit dans la nécessité pour le département de se développer et de permettre une gestion plus affinée des programmes de formation. L'apport de cet agent supplémentaire a été particulièrement important pour le suivi rigoureux des actions (notamment sur le second semestre très lourd) et sur la coordination des travaux avec les collègues des autres départements dans le cadre de la mise en place de procédures destinées à faciliter les relations entre le service gestion et moyens (SGM) et les autres départements.



Kissy Baude a été recrutée au sein du département Formation

Le renforcement des moyens humains du département

► L'équipe du département s'est renforcée avec l'arrivée de Kissy Baude, chargée de formation.

Titulaire d'un BTS «assistant en gestion des PME PMI», elle a passé dix ans de sa carrière professionnelle dans les services d'administration et de gestion d'entreprises privées. En 2010, elle a intégré le service de la formation continue de l'université de Polynésie comme gestionnaire de formation. Cette expérience lui a donné envie de mettre ses compétences au service des communes et plus particulièrement à la formation des élus municipaux.

Son rôle au sein du SPCPF est de secondar Ivana Surdacki, la directrice générale adjointe et responsable du département formation, dans la mise en œuvre des programmes de formation pour les élus. Elle participe à la coordination pédagogique des actions et du plan de formation des élus, assure le suivi administratif et comptable des actions de formation. Sa première action a été de participer au séminaire intra de la commune de Gambier.



Rencontre avec le Président Fritch, maire de la commune de Pirae, durant le Congrès des Communes

■ Les actions dédiées à un public spécifique : les délégués SPCPF

Elles ont consisté à informer les délégués de l'actualité du SPCPF, afin de les préparer au mieux aux séances du comité syndical. Le séminaire de février 2015 sur les besoins du département eau potable a permis de débattre de l'opportunité puis de valider les recrutements dans le cadre de la réorganisation de ce département. Les journées du huit et neuf décembre ont porté sur des projets à mettre en œuvre l'année 2016 (projet politique et projet d'administration, espace des communes, contractualisation SPCPF-Communes)

■ Le Congrès des communes (Voir encadré page suivante)

Le premier congrès de la mandature a été particulièrement fédérateur. La manifestation a rassemblé plus de cent cinquante participants à la mairie de Pirae. Les thèmes liés à l'actualité communale et institutionnelle ont été appréciés.

Evènement rassembleur, le congrès est marqué par la qualité des échanges et du partage d'expérience qu'il propose. La rencontre et les débats possibles avec les institutions (Etat, Pays) sont des moments attendus.

On peut cependant souligner les difficultés d'organisation logistique et de

mobilisation des intervenants et élus formateurs suite au report des dates du congrès à deux reprises. S'ils ont été satisfaits des débats, certains participants ont relevé l'intérêt pour eux de quitter cet espace convivial avec des réponses concrètes à leurs questions, ce qu'ils n'ont pas forcément obtenu à l'occasion de ce congrès. Il semble donc opportun de devoir questionner le positionnement du SPCPF et les objectifs du congrès pour les communes.

■ Les domaines à traiter en particulier

Ils concernaient les fondamentaux de gestion : le juridique, les ressources humaines et le management, le budget et les finances, la mutualisation et l'intercommunalité. Ils ont été traités à travers les différentes actions de formations ou les séminaires.

■ Chiffres clefs



	NOMBRE	HEURES
► Maires	173	2 475
► Adjoints	138	2 966
► Conseillers municipaux	267	4 153
► Autres	158	2 542
► TOTAL	781	12 136

PRÉVU				RÉALISÉ			
Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global	Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global
42	963	15 763	43 180 622	34	781	12 136	32 265 524
			Taux de réalisation	81%	81%	77%	77%



CONCLUSION

Le programme 2015 du département a été réalisé à 77%, avec une participation à hauteur de 798 participants pour 12 500 heures de formation. Les moyens du département ont été renforcés par le recrutement d'une chargée de formation, ce qui a permis de remplir efficacement les objectifs du programme.

La formation dispensée par le SPCPF reste appréciée pour sa méthodologie (échanges d'expériences entre élus) et la pédagogie basée sur la pratique et la combinaison technique (expertise/expérience et témoignage de l' élu). Il faut cependant noter la frustration de plusieurs élus n'ayant pu être admis en formation pour des raisons de manque de place.

Le travail sur le public mixte demeure un enjeu important pour le SPCPF et le CGF afin de faire évoluer la collaboration et la



Le groupe des élus formateurs entourant le président du SPCPF

relation entre l' élu et le technicien. De même, l'action de ces deux opérateurs mérite d'être réinterrogée autour d'une réflexion avec les communes sur la place des ressources humaines dans les projets communaux.

Le pool de formateurs élus est devenu opérationnel. Reste à renforcer l'accompagnement de la professionnalisation

du groupe. Une difficulté demeure : la formation semble encore perçue par les élus comme une finalité et pas comme l'outil qui va aider à agir. Le passage à l'action à l'issue de la formation reste difficile. 2015 a été une année de transition. Le département devra s'adapter à l'évolution, innover et répondre aux besoins nouveaux. ●

Le monde communal à la conquête de nouveaux horizons

C'était le thème général de la problématique abordée au cours du 26^{ème} Congrès des communes de la Polynésie française qui s'est tenu du 14 au 17 septembre dans la commune de Pirae. Pendant trois jours, les congressistes ont planché sur plusieurs sujets ayant trait aux domaines de l'économie et du social, des compétences du Pays exercées souvent et en partie par les communes.

Les réformes de ces dernières années ont renforcé la place des communes dans la conduite des politiques publiques mais elles ont aussi généré une montée en charge des compétences à assumer et fait évoluer les champs d'intervention et les modes de gestion. Elles ont également dessiné un paysage institutionnel complexe et parfois confus dans la perception des responsabilités respectives des différents acteurs de l'action locale : compétences du Pays et des Communes, rapports entre Etat/communes et Pays/communes, intercommunalité peu répandue.

La compétence de droit commun qui en définitive revient au Pays, constitue une spécificité des communes polynésiennes, à laquelle

s'ajoute l'étendue géographique atypique du territoire avec une administration concentrée sur Tahiti, des caractéristiques démographiques particulières et un contexte économique fragile.

La cohérence avec les politiques de l'Etat et du Pays est souvent décriée par les communes qui dénoncent un manque d'écoute, voire de considération de leur mission de proximité. Trop peu associées selon elles aux réflexions et discussions en matière de développement du Fenua, elles n'ont cessé de dire leurs difficultés à accompagner l'évolution et rendre un service public de qualité.



Après une période de crise économique et institutionnelle qui a dégradé les budgets communaux et ralenti les projets d'investissement, des horizons plus favorables semblaient se dessiner. Ainsi c'est avec beaucoup de persévérance que les communes ont demandé et obtenu le report des dates butoirs pour les

compétences environnementales ou qu'elles ont été partie prenantes dans les discussions sur le nouveau contrat de projet. Elles ont souhaité engager un dialogue avec leurs partenaires, notamment le Pays, sur les évolutions juridiques ou statutaires et sur les projets en commun qui leur permettraient de contribuer efficacement au développement.

Le congrès proposait donc d'aborder plusieurs thèmes de discussion avec le Pays et l'Etat sur les moyens à mettre en œuvre pour permettre à la commune polynésienne d'être un véritable acteur économique et social auprès du Pays.

Un premier temps du congrès a été consacré aux compétences économique et sociale du Pays que les communes exercent de fait, en partie. De nombreuses expériences municipales ont témoigné de la nécessité pour le Pays d'utiliser le relais des communes pour améliorer les conditions de vie et la sécurité des populations, pour adapter l'offre d'emploi, voire enrayer la montée de la délinquance.

Un second moment a permis d'aborder le thème des moyens des communes, et de poser la question de la fiscalité communale, le Pays ayant annoncé la reprise des travaux sur les finances et la fiscalité communale initiés en 2010. Le congrès a été l'occasion de débattre des modalités de travail avec les communes pour que les solutions proposées soient adaptées au contexte spécifique de l'ensemble des communes de Polynésie française.



LE DÉPARTEMENT RESTAURATION SCOLAIRE



Au service des communes qui lui ont confié cette compétence, le SPCPF défend une restauration scolaire publique du 1^{er} degré dont les enjeux sont très clairement de :

- ▶ Garantir la prise d'un repas au plus grand nombre,
- ▶ Assurer le bien-être et la sécurité des enfants pendant toute la pause méridienne,
- ▶ Transmettre aux enfants les bons comportements à table et en société,
- ▶ Favoriser de bonnes habitudes alimentaires dès le plus jeune âge,
- ▶ Promouvoir les produits locaux et contribuer au développement du tissu économique local,
- ▶ Valoriser les métiers de l'agriculture, de l'alimentation et de la petite enfance,
- ▶ Participer à la réussite scolaire de l'enfant en remplissant une mission nutritive.



LE RÔLE ET LES MISSIONS DU SPCPF

Le SPCPF accompagne les communes dans l'amélioration durable de la qualité de leur service de restauration scolaire. Le projet se décline sur le long terme mais prend en compte les problématiques liées à la gestion quotidienne du service de la restauration scolaire du 1^{er} degré dans les communes. Ce projet est mené à plusieurs échelles :

- ▶ **Une commune, pour un accompagnement individualisé,**
- ▶ **Plusieurs communes, pour la mise en place de projet transverse ou thématique,**
- ▶ **Sur l'ensemble de la Polynésie française, pour la bonne compréhension des enjeux de la restauration scolaire.**

Le projet intègre les deux missions statutaires du SPCPF : la réalisation des études en lien avec la restauration scolaire, le conseil et l'assistance en matière de gestion.

Les études participent à la définition des problématiques et des pistes d'amélioration ou d'outils concrets. Le

projet global est du «conseil» mais à un niveau plus général.

L'accompagnement des communes revêt donc plusieurs formes selon la problématique à laquelle la commune fait face :

■ L'assistance technique

Réponse à des questions ponctuelles techniques et juridiques des communes et des partenaires sur le dossier de la restauration scolaire. Cette assistance se traduit par de la mise en relation, la rédaction d'une note informative...

■ Le suivi individualisé

Accompagnement des collectivités sur un projet spécifique défini avec la commune avec comme préalable une mise aux normes en matière d'hygiène et pour le mode de gestion. L'accompagnement se fait sur environ 3 ans, de la conception jusqu'au bilan.

■ Les projets thématiques

Le SPCPF mène deux «projets thématiques» depuis 2013. Il s'agit de la politique tarifaire et du cadre réglementaire applicable en Polynésie française.

■ Les projets pilotes

Le SPCPF met en œuvre une phase pilote dans une commune qui profitera d'un accompagnement appuyé par lui et le partenaire expert. Après un bilan, la méthodologie et les outils sont mis à disposition de toutes les communes.



“ **Le projet intègre les deux missions statutaires du SPCPF : la réalisation des études en lien avec la restauration scolaire, et le conseil et l'assistance en matière de gestion(...)** ”



Réunion de travail de la commission restauration scolaire



■ Le public cible

Le projet global d'amélioration cible trois publics :

- **Le monde communal.** Les communes, seules compétentes en matière de restauration scolaire, doivent être au cœur de la dynamique de changement ;
- **Les partenaires,** afin d'encadrer les pratiques mais surtout d'accompagner le changement ;
- **La société civile,** pour mieux l'informer sur les enjeux et les contraintes imposées aux communes.

■ Les axes du projet d'amélioration mis en œuvre par le SPCPF

En juin 2015, une mission d'expertise a été réalisée avec le concours du CNFPT. L'objectif de cette mission était de dresser des priorités et de proposer des actions concrètes d'amélioration à mener par le SPCPF.

Les préconisations de cette mission et les résultats globaux ont été présentés à la «commission élus restauration scolaire» au mois de juin.

A l'issue d'un séminaire spécifique de deux jours, les élus ont validés les axes suivants :

1 Développer un projet d'amélioration partagé transverse avec l'ensemble des acteurs :

- Promouvoir un environnement favorable à l'amélioration des cantines scolaires,
- Fédérer, mobiliser et impliquer l'ensemble des acteurs de la restauration scolaire,
- Coordonner les actions entre les partenaires (institutions, associations, privés),

2 Professionnaliser les services de restauration scolaire du 1^{er} degré des communes :

- Développer de la compétence technique «restauration collective»,
- Développer la notion de qualité de service et la démarche d'amélioration continue,

3 Améliorer les conditions et la qualité d'accueil de l'enfant pendant la pause méridienne :

- Rendre possible l'accès à un repas de qualité : varié, équilibré, gustatif, en quantité suffisante, fabriqué dans le respect des règles de l'hygiène alimentaire en vigueur,
- Offrir à l'enfant un cadre lui garantissant sa sécurité et son bien-être,
- Eduquer au goût, aux bonnes habitudes alimentaires et aux bons comportements,

4 Promouvoir une politique de développement durable au sein des services :

- Sensibiliser les convives à la valeur de l'eau et des aliments (sécurité alimentaire),
- Développer le tissu économique local en favorisant l'introduction de produits locaux,
- Développer une politique sociale de restauration avec une gestion des coûts optimale.

Ces axes sont devenus les objectifs de la mandature jusqu'en 2020.





Service des repas à l'école Nuutafaratea dans la commune de Teva I Uta

LE BILAN DES ACTIONS 2015

■ Les temps forts de 2015

- L'année a permis la finalisation de l'état des lieux de la restauration scolaire avec la réalisation des audits des sites des Tuamotu Gambier, débouchant sur la rédaction du rapport global ;
- La publication de la synthèse de l'enquête de satisfaction menée en 2014 auprès des demi-pensionnaires ;
- La venue d'un expert missionné par le CNFPT pour accompagner le chef de projet à l'élaboration de son programme de travail a été très efficace ;
- Validation des axes prioritaires pour le projet global du SPCPF par la commission élus restauration scolaire ;
- L'organisation de groupe de travail pour co-construire, en privilégiant les moments d'échanges entre les communes elles mêmes ou avec les partenaires présents (changement de mode de gestion, élaboration des outils pour le suivi des coûts...).



Récapitulatif des projets et actions menés dans l'année

8 PROJETS ET ACTIONS TERMINÉS

- Audits des sites de la restauration scolaire et restitution des rapports aux communes,
- Synthèse de l'enquête de satisfaction et rédaction de la note informative,
- Mission d'expertise restauration scolaire,
- Création de la base de données,
- Etude comparative des prix des repas,
- Note informative sur le bruit,
- Groupe de travail sur l'élaboration des outils pour le suivi des coûts,
- Réunion technique pour les projets de construction ou de réaménagement.

6 PROJETS ET ACTIONS EN COURS

- Rédaction du rapport global,
- Diffusion des résultats globaux de l'état des lieux de la restauration scolaire,
- Exploitation des questionnaires complémentaires,
- Rédaction du guide de tarification,
- Création de la typologie des sites de la restauration scolaire,
- Relevés acoustiques dans les cantines de Polynésie française,
- Pesées de restes alimentaires,
- Le potager du SPCPF a trouvé son rythme de croisière.

4 PROJETS ET ACTIONS NON RÉALISÉS

- Mise en place de réseau professionnel de la restauration scolaire,
- Réunion de présentation du projet global à l'ensemble des acteurs,
- Rédaction de fiches informatives juridiques,
- Prélèvements «d'eau potable» dans les cantines scolaires pour analyse.

2 PROJETS MENÉS EN COURS D'ANNÉE PAR LES PARTENAIRES

- Etudes des menus (direction de la Santé),
- Etude des budgets annexes restauration scolaire (AFD).



■ Le bilan du projet global selon les axes validés par les élus

Consolider un projet d'amélioration partagé avec l'ensemble des acteurs

En 2015, un travail de collaboration a été initié et /ou consolidé avec 14 organismes :

- Monde communal (2) : le département formation du CGF et le SIVMTG,
- Institutions (4) : le département des programmes de prévention de la Direction de la santé, la section hygiène alimentaire du CHSP, la CPS, l'Education,
- Services supports (3) : l'AFD et l'ADEME, et le GREPFOC,
- Associations (3) : Te Ora Hau, Goût et Terroir, Fédération des associations de parents d'élèves,
- Secteur privé (3) : Newrest, SOGEQUIP, ADS Insonorisation,
- Personnalités (2) : Le docteur Ronald CHUNE, M. Jean-Pierre DESPERIERS.

Les partenariats se sont déroulés à des stades différents : actions menées en collaboration avec la Santé, outils créés avec l'association Te Ora Hau, étude menée par l'AFD à la demande du SPCPF.

L'objectif de l'année était de les consolider pour avoir un réel projet partagé. L'objectif a été atteint.

Valorisation de la restauration scolaire et représentativité du SPCPF

Afin de valoriser les spécificités de la restauration scolaire du 1^{er} degré en Polynésie française, une bibliothèque d'images a été réalisée. Les prises de vues ont été effectuées dans les communes de Taputapuataea et de Teva I Uta. Ces clichés ont notamment servi à illustrer le rapport d'activité 2014 du SPCPF.

Pour le compte du SPCPF, l'élue déléguée a participé à des actions clés :

- Dans les communes : mission sur le terrain à Fakarava, inauguration de la cuisine centrale à Rimatara,
- En tant qu' élu porteur du dossier : participation aux rencontres des collectivités d'outre-mer (RECOM) organisées par le CNFPT à Nancy, commission élus, réunions de travail avec les partenaires et les prestataires.

Professionaliser le service de restauration scolaire et optimiser la gestion

Des réunions de travail ont été mises en place avec le CGF afin de proposer des formations continues les plus adaptées aux besoins des communes.

Elaboration du guide de tarification

En septembre, un groupe de travail sur «élaboration des outils pour le suivi des coûts» a été organisé avec des gestionnaires de cuisine centrale et des comptables. Les tableaux élaborés sont en cours de test dans les communes pilotes (4 aux ISLV, 1 aux Marquises, 1 aux Australes, 2 aux IDV, 1 au SIVMTG). Ce projet a permis aux différents acteurs de mieux se connaître afin de mieux travailler ensemble.

Lutte contre le gaspillage alimentaire

Compte tenu des résultats de l'état des lieux et du contexte socio économique, des pesées des restes alimentaires ont été effectuées sur une semaine avec la direction de la Santé. En effet, les restes qui sont jetés par les services de restauration scolaire représentent un volume quelquefois non négligeable. La phase test a confirmé le gaspillage important : plus de 30% de l'assiette de l'enfant va à la poubelle. (Voir encadré)

Améliorer la qualité d'accueil du convive, promouvoir un lieu convivial et calme

L'enquête de satisfaction ayant souligné un niveau de bruit important, des relevés acoustiques ont été réalisés dans trois cantines scolaires de Tahiti (communes de Mahina et Faa'a) avec le docteur Ronald Chune, médecin du travail. Les mesures ont démontré de grandes disparités.

Une note informative rédigée avec l'association Te Ora hau a été envoyée aux communes afin de les sensibiliser aux effets néfastes du bruit et de leur donner des pistes d'amélioration.

Relevés de température lors de la livraison des repas dans la commune de Taputapuataea





■ Le conseil et l'assistance en gestion à destination des communes

Une centaine de demande a été adressée au département, majoritairement effectuées par les communes (80%), les 20% restant étant des demandes des partenaires (institutions, associations...).

Les demandes les plus récurrentes ont concerné le projet d'état des lieux (enquête de satisfaction et audits des sites), ou portaient sur des questions techniques ou juridiques.

Pour une meilleure connaissance de la restauration scolaire, deux outils ont été créés. Il s'agit de :

- L'annuaire de la restauration scolaire qui recense les contacts des référents communaux, dont l'objectif est de faciliter les échanges entre les communes
- La base de données de la restauration scolaire créée à partir des résultats de l'état des lieux. L'analyse et le document évolutif ont représenté un investissement de 1 136 000 F CFP, en partie financé par une subvention du FIP.

Au total 33 actions en faveur de 21 de nos communes (dont 3 non adhérentes

à la compétence) et des missions sur le terrain dans 10 communes (Rimatara, Mahina et Teva I Uta, Huahine – Tahaa – Taputapuata et Tumaraa, Nuku Hiva, Fakarava et Rangiroa) ont été réalisées. Les communes suivantes ont d'autre part bénéficié de conseils et/ou d'actions spécifiques :

- Missions de terrain dans la commune de Tahaa pour la gestion et l'organisation générale du service,
- Mahina sur la thématique de l'accueil des convives (relevés acoustiques) et le gaspillage alimentaire,
- Rencontres avec les acteurs concernés des communes de Makemo et Tatakoto pour leur projet de service de restauration scolaire, et Fangatau pour la mise aux normes de ses bâtiments.

En 2015, le département a également accompagné la commune de Nuku Hiva pour son projet de délégation de service public, et celle de Rimatara pour l'exploitation de la cuisine centrale et la reprise en régie communale. La délégation de service public n'avait toujours pas abouti en fin d'année pour la commune de Nuku Hiva, mais en revanche la cuisine centrale de Rimatara sert des repas depuis août 2015. ●

Valoriser les déchets alimentaires des cantines pour moins gaspiller et mieux faire

L'ADEME et le SPCPF ont mis leurs moyens en commun pour initier un projet intitulé "Valorisation des déchets de la restauration scolaire".

► Dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD), une phase pilote a démarré en novembre 2015 dans la commune de Mahina. Le projet vise plusieurs publics, avec une volonté de mobiliser et d'associer l'ensemble des acteurs de la restauration scolaire au sens large : les élèves, les élus, les agents, l'équipe pédagogique, les parents d'élèves. Il s'articule autour de deux axes :

- Lutter contre le gaspillage alimentaire avec la pesée des restes alimentaires à chaque fin de repas ;
- La valorisation des bio déchets, notamment parce qu'il restera toujours du gaspillage alimentaire.

Les enjeux sont bien sûr d'abord économiques car *"ce qui est à la poubelle, c'est de l'argent en moins"* mais possèdent également une dimension sociale et écologique indéniable. En effet, dans le contexte actuel de crise, jeter de la nourriture procède de mauvaises habitudes avec lesquelles il faut rompre.

Le projet pilote va participer à l'amélioration de l'organisation et le fonctionnement du service de restauration scolaire : la collecte d'informations permettra aux élus de la commune d'acter des décisions fortes. Les mesures correctives seront prises pour chaque étape de préparation et de distribution des repas. Les dispositifs mis en place devront valoriser les restes alimentaires qui n'auront pas pu être réduits.



A l'issue de la mise en œuvre du projet dans la commune de Mahina, un bilan pourra être fait pour dresser les réussites et les difficultés rencontrées. La méthodologie et les outils seront mis à disposition de toutes les communes souhaitant s'engager dans la même démarche.

L'objectif est de réduire de 20% les restes alimentaires jetés par an.



LE DÉPARTEMENT EAU POTABLE





LE BILAN 2015

■ Les points forts de l'année

L'année 2015 a été marquée principalement par un tournant important dans l'organisation et le fonctionnement du département eau potable.

Cette évolution majeure s'est déroulée dans un contexte de demandes provenant des élus en fort accroissement. On retiendra essentiellement les points les plus importants précisés ci-dessous.

► **Le développement du département** s'est concrétisé par la création effective des deux secteurs, l'un consacré aux îles hautes, et l'autre pour les atolls de l'archipel des Tuamotu.

A la fin de 2015, le département eau potable comptait onze agents répartis comme suit :

- 1 agent à la direction,
- 6,5 agents au secteur îles hautes,
- 3,5 agents au secteur Tuamotu.

La création des secteurs a permis de conserver l'efficacité de travail aux îles hautes et saura garantir à court terme la mise en œuvre des projets aux Tuamotu, projets mis en attente depuis de nombreuses années.

Cette organisation du département correspond aux priorités qui avaient été fixées en 2014.

Ce développement du département s'est traduit par le recrutement de deux nouveaux ingénieurs (voir encadré page 32) :

Lucas Gendron a pris le poste de chef de secteur aux Tuamotu au 1^{er} juillet 2015.

Hana Galenon est devenue ingénieure chargée de projets aux îles hautes au 1^{er} septembre 2015.

Ces arrivées ont eu un impact important sur le département en raison du périmètre d'intervention de ces deux ingénieurs. Il faut noter toutefois que le recrutement du septième technicien, projeté également en 2015 a été reporté à 2016 voire 2017, le temps que les deux nouveaux ingénieurs prennent pleinement possession de leur poste.

► **Le retour du contrat de Projets**, et avec lui, de nombreuses demandes formulées par les communes de monter des dossiers de financement pour réaliser des opérations.

► **L'augmentation du niveau d'exigence des maires**, en lien avec les points cités ci-dessus, mais également en raison d'une volonté des élus d'agir dans le courant de la première moitié de la mandature.

► **La charge de travail** a été toujours très importante, en augmentation. Elle a imposé de définir et réajuster régulièrement les priorités.

► Enfin, dans ce contexte de forte pression, **la clarification du partenariat SPCPF/ Communes** (périmètre d'intervention notamment) et le partage de calendriers de travail négociés avec les communes sont devenues de plus en plus nécessaires.



Le personnel de la compétence AEP

A la fin de l'année 2015, le personnel était constitué de onze agents :

- Marie-Laure LAI KOUN SING, ingénieure AEP et directrice du département,

Secteur îles hautes

- Vaihere RICHMOND, ingénieure AEP et directrice adjointe du département,
- Hana GALENEN, ingénieure AEP
- Nanihi BERTRAND, hydrogéologue (à mi-temps sur ce secteur)
- Anaëlle DROLLET, technicienne senior AEP,
- Vaihere LI SHENE, technicienne AEP,
- Moon TAAE, technicien AEP,
- Hinarii TAHAI, technicienne AEP,

Secteur Tuamotu

- Lucas GENDRON, ingénieur AEP et chef de secteur,
- Nanihi BERTRAND, ingénieur AEP (à mi-temps sur ce secteur)
- Serge CARABASSE, technicien senior AEP,
- Herenui TERIIEROOITERAI, technicienne AEP.



■ Le bilan 2015 par secteur et missions

Les projets réalisés en 2015 et leur état d'avancement sont présentés succinctement ci-dessous.

► Secteur des Iles hautes

- Etude sur le vieillissement des forages (poursuite)
 - Etude terminée pour les communes de Rimatara et Tumaraa.
- Travaux de réhabilitation des forages pour la commune de Rimatara
 - Commande de la prestation externalisée au quatrième trimestre.
- Initiation d'un projet pilote de suivi des nappes pour la commune de Tumaraa
- Etude filière de traitement (poursuite)
 - Reportée en raison des retards de chantiers de Raivavae (étude à poursuivre en sortie d'ouvrages de cette commune).

■ Poursuite du projet PAPE

- Les systèmes de chloration prévus n'ont pas été mis en place, en raison de l'attente de subvention pour deux communes, en attente des travaux d'amélioration des captages pour l'autre.
- Des propositions de grilles tarifaires ont été faites pour une commune.

■ Recherche en eau ou amélioration des captages

- Opération réalisée pour la commune de Ua Huka, en cours pour les communes de Teva I Uta, et Tumaraa, reportée à début 2016 pour la commune de Gambier.

■ Schémas directeurs ou études préliminaires

- En cours pour la commune de Teva I Uta, en attente des résultats de campagne de recherche en eau pour Huahine, Rurutu, et Tumaraa, abandonné pour la commune de Rapa qui s'est adressé à la DIP, à démarrer pour la commune de Ua Pou.

■ Appel d'offres / Suivi de chantiers

- Trois opérations de travaux ont été suivies pour deux chantiers à Tumaraa, et Raivavae,
- Un appel d'offres de réalisation de forages de reconnaissance a été réalisé pour la commune de Huahine, non prévu initialement,
- Les dossiers de consultation des travaux des deux communes de Rurutu, et Gambier sont toujours en cours en fin d'année,
- Teva I Uta n'a pas obtenu le financement espéré.

► Secteur des Tuamotu

■ Schémas directeurs et Etudes préliminaires

- L'arrivée du chef de secteur Tuamotu a permis de passer à une phase plus opérationnelle. Elle a permis notamment d'évoquer leurs priorités avec les communes. A la fin de l'année 2015 les études en étaient au stade suivant :
- réalisée pour l'atoll principal de la commune de Makemo,
- en cours pour les communes de Fakarava, Hao, Makemo,
- abandonnée par la commune de Arutua, programmé pour 2016 pour les communes de Tureia, et Nukutavake.

■ Appel d'offres / Suivi de chantiers

- Attribution de marchés en cours pour la commune de Fangatau, en attente de l'attribution de subvention pour la commune de Manihi. La commune de Rangiroa a souhaité réaliser elle-même la maîtrise d'œuvre de ses travaux,
- La publication du document visant à faciliter la lecture des textes juridiques régissant les services d'eau potable aux Tuamotu n'a pu être réalisée, la charge de travail du département ne l'ayant pas permis.

- Les premières réflexions sur la mise en œuvre d'un projet PAPE spécifique aux îles Tuamotu ont été menées en cours d'année.

■ Chiffres clefs

ILES HAUTES	TUAMOTU (secteur créé en 2015)
6 études	5 études démarrées
11 dossiers de financement finalisés en 2015	1 dossier de financement finalisé
7 appels d'offres lancés en 2015	1 appel d'offres lancé
4 chantiers à suivre	
1 proposition de grilles tarifaires réalisées	



La Journée mondiale de l'eau permet de répondre aux interrogations de la population

■ Les projets stratégiques

- Le dossier de la maîtrise foncière a permis l'accompagnement de la commune de Ua Pou au mois d'août 2015.
- Le report de l'échéance fixée par le CGCT à fin 2016, a bénéficié d'une mobilisation importante des élus municipaux et de l'ensemble des pouvoirs publics locaux, ainsi que des parlementaires polynésiens. Il s'est traduit par un report à 2025 des dates butoirs relatives à la distribution d'eau potable.
- La tenue de deux «comités de pilotage» et un séminaire consacré à la problématique des Tuamotu :
 - Un comité de pilotage a été organisé en juillet. Les moments de travail ont été tenus séparément pour les élus et les agents afin de respecter la

décision du Président du SPCPF de mettre en œuvre dès 2015 un projet politique pour la structure. L'élaboration de ce même projet politique a conduit à revoir le nombre de «comités de pilotage» à réaliser dans l'année.

- Le séminaire Tuamotu a été transformé en réunion d'information, partie intégrante de la journée précédant le comité syndical du 10 décembre 2015.
- L'organisation d'un séminaire intra sur le SPIC Eau Potable n'a pu être effectuée, la charge de travail du département ne l'ayant pas permis.
- Le plan de communication du Département Eau Potable a été réalisé à minima. Il a été reporté à 2016 et sera partie intégrante du projet de contractualisation en cours d'élaboration en fin d'année 2015.

- Le projet de mise en place de méthodes modernes pour le paiement des factures d'eau (CB, prélèvement) a été initié. Il s'agissait pour l'année 2015 de réaliser un état des lieux de la situation (quelles difficultés ?, quels freins ?).

Il s'est avéré que le dossier était étroitement lié au logiciel utilisé par les différentes Trésoreries et donc lié à la demande des communes de pouvoir disposer en Polynésie du logiciel Helios (ou d'un logiciel similaire). Ce dernier projet a été suivi directement par la direction générale du SPCPF.

- Non prévue initialement, la participation à l'élaboration de la politique sectorielle de l'eau de la Polynésie française, a nécessité la présence de nombreuses réunions de travail.



Désormais organisée par le Pays, la Journée mondiale de l'eau est une manifestation de sensibilisation des jeunes Polynésiens aux problématiques de l'eau potable

Organigramme du Département Eau Potable

Le DEP a été réorganisé avec la création de deux secteurs, à l'approche "eau potable" singulière : les îles hautes et les Tuamotu (atolls).

SECTEUR ILES HAUTES



Vaihere RICHMOND
Directrice adjointe
et chef du secteur Iles hautes



Hana GALENON
Ingénieur Iles hautes



Anaëlle DROLLET
Technicienne senior



Moon TAAE
Technicien



Vaihere LI SHENE
Technicienne



Hinariï TAHAI
Technicienne



Marie-Laure LAI KOUN SING
Directrice



Nanihi BERTRAND, Ingénieur
1 mi-temps Tuamotu
1 mi-temps Iles hautes

SECTEUR TUAMOTU



Lucas GENDRON
Chef du secteur Tuamotu



Serge CARABASSE
Technicien senior



Herenui TERIEROOITERA
Technicienne

La poursuite de la réorganisation

- Deux ingénieurs ont été embauchés, l'un au 1^{er} juillet, l'autre au 1^{er} septembre. On a constaté un léger retard par rapport au calendrier prévisionnel, lié à un démarrage tardif de la procédure de recrutement, et en particulier l'attente de la confirmation des recrutements par le vote du budget en février 2015.
- Le recrutement du technicien supplémentaire prévu au programme a été reporté à 2016, voire à 2017, le temps que les ingénieurs occupent pleinement leur poste.
- La restructuration du département et l'embauche de personnel supplémentaire ont nécessité un réaménagement du rez-de-chaussée de l'immeuble du SPCPF, avec un agrandissement de l'espace du département pour la création des postes de travail. Le local occupé par les archives du SPCPF a ainsi été aménagé en bureau. Cette réorganisation a également nécessité le réaménagement de l'espace occupé par le département informatique et notamment des serveurs.
- La poursuite du suivi des autocontrôles, essentiels pour connaître la potabilité de l'eau.

Missions sur le terrain des agents de la compétence pour 2015

Les agents de la compétence ont réalisé 58 déplacements et 145 jours de missions. La forte présence de l'équipe du département sur le terrain a permis un bon suivi des communes adhérentes, de leurs projets et de leurs travaux.

CONCLUSION

Les évolutions ont été majeures en 2015 dans le domaine de l'eau potable. Le retour du contrat de Projets, des maires plus exigeants et un contexte économique difficile ont fortement impacté le fonctionnement du département eau potable en 2015. Le DEP s'est toutefois adapté à ce contexte, notamment par la révision des calendriers au regard des dates buttoirs du contrat de Projets, la



négociation de délais avec quelques communes et la mise en place de nouvelles façons de travailler.

En 2015, le département a d'autre part :

- suivi 6 études (hydrogéologie et schéma directeurs) sur le secteur îles hautes,
- démarré 5 schémas directeurs aux Tuamotu,
- finalisé 11 dossiers de financement aux îles hautes, 1 aux Tuamotu,
- lancé 7 appels d'offres aux îles hautes, 1 aux Tuamotu,
- suivi 4 chantiers sur le terrain,
- étudié les propositions de grilles tarifaires et règlement du service de l'eau pour 1 commune,
- réalisé des formations aux procédures d'exploitation (projet PAPE aux îles hautes).

Le recrutement du chef de secteur Tuamotu a permis dès le second semestre de passer à la partie opérationnelle du projet global «Eau potable aux Tuamotu» : définition de calendriers de travail, augmentation du nombre de missions, démarrage de schéma directeur, etc. Le recrutement du deuxième ingénieur aux îles hautes permettra sans nul doute de passer en rythme de croisière dans ce secteur.

Le bilan des projets communaux met en évidence que de nombreuses difficultés rencontrées sont liées à un manque de clarification des périmètres d'intervention SPCPF/commune et une absence de définition du partenariat SPCPF/Commune. Ce constat du DEP est en phase avec le projet de contractualisation transverse au SPCPF. La contractualisation devrait permettre d'établir un réel partenariat avec la commune : définition partagée des projets et des calendriers d'intervention, définition des périmètres d'intervention, communication et négociation. ●

6 études

5 schémas directeurs

8 appels d'offres

11 dossiers de financement

Deux nouveaux ingénieurs

Le Département Eau Potable s'est renforcé avec l'arrivée de deux nouveaux ingénieurs, Lucas Gendron et Hana Galenon.



► Lucas GENDRON

Lauréat du concours de catégorie A spécialité technique de la fonction publique communale, Lucas Gendron a une expérience professionnelle de neuf ans en Polynésie française. Il a travaillé pendant trois ans en tant que responsable d'exploitation d'un centre de traitement de déchets. Il a ensuite intégré un bureau d'études en tant qu'ingénieur environnement. Dans ce cadre, il a eu l'opportunité de réaliser le schéma directeur en

eau potable de la commune de Rangiroa (en sous-traitance pour le SPCPF). Lucas Gendron a pris la responsabilité du secteur Tuamotu avec une équipe de trois personnes (ingénieurs et techniciens) pour le seconder. Ses missions consistent de manière générale à conseiller et accompagner les communes des Tuamotu dans la mise en place de leur politique de production et de distribution en eau potable. Cet accompagnement se traduit par des études de cadrage (aide à la décision, définition des besoins, schéma directeur...), de la maîtrise d'œuvre de travaux et à terme de l'accompagnement au suivi et à la gestion avec en point d'orgue la mise en place d'un projet PAPE spécifique Tuamotu. Pour cela il sera nécessaire de mettre en place des outils d'approche caractéristiques du contexte des Tuamotu, prenant notamment en compte leur géomorphologie, leur éloignement et la rareté de la ressource en eau. Durant l'année 2015, Lucas Gendron a initié le schéma directeur de quatre communes des Tuamotu (Fakarava, Makemo, Nukutavake et Tureia) et piloté le suivi des travaux de Fangatau et Manihi. La commune de Hao, avec son usine de production d'eau par osmose inverse et son réseau de distribution d'eau potable est un cas particulier aux Tuamotu.

La première opération de terrain de Lucas Gendron a concerné la mise en œuvre du schéma directeur en eau potable de la commune de Fakarava.

► Hana GALENON

Lauréate du concours de catégorie A spécialité technique de la fonction publique communale, Hana Galenon a une expérience de trois ans en tant qu'ingénieur maritime à la Subdivision Etudes et Travaux Maritimes de la Direction de l'Équipement. Dans ce cadre, elle a notamment été chargée d'opération pour les constructions d'ouvrages portuaires dans toute la Polynésie française.



Hana Galenon a intégré le secteur des îles hautes du département Eau Potable le 1^{er} septembre 2015. Ses missions consistent de manière générale à conseiller et accompagner les communes des îles hautes dans la mise en place de leur politique de production et de distribution en eau potable. Cet accompagnement se traduit notamment par des études de cadrage (définition des besoins, études de faisabilité, schéma directeur...), de la maîtrise d'œuvre de travaux et à terme de l'accompagnement au suivi et à la gestion de la ressource.

Dès le mois de septembre 2015, Hana Galenon a monté le dossier de financement au Contrat de Projets de la tranche 3 des travaux d'AEP de la commune de Raivavae. En parallèle, elle a piloté également le suivi des travaux pour les derniers lots de la tranche 2 de la même commune.



LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE





LE BILAN 2015

■ Rappel de la programmation 2015

Avec des projets importants, la programmation de l'année 2015 était le reflet de la vision développement du département d'un directeur en exercice :

- Une volonté affirmée d'organisation interne plus efficiente, au service des résultats à obtenir pour les communes adhérentes,
- Le renforcement du partenariat avec nos éditeurs,
- La mise en place de produits nouveaux : logiciel E-assemblée et déploiement de la facturation notamment.

Cette tonalité se retrouvait dans la liste des projets actés pour 2015, avec en particulier :

- Une ambition de prévenir plutôt que guérir, c'est-à-dire d'anticiper les difficultés en agissant en amont des problèmes,
- L'initiation d'un projet global,
- Une notion forte d'engagement vis-à-vis de chaque commune adhérente,
- 66 projets au total.

■ Tonalité du bilan 2015

Le départ du directeur a marqué l'équipe, qui a eu l'impression qu'un élan était coupé. Cela a provoqué incontestablement un essoufflement au second trimestre. Le manque de directeur du département a d'autre part conduit à une charge de travail supplémentaire pour les membres d'une équipe réduite à quatre personnes, et une difficulté de formalisation et de partenariat avec certaines communes.

Cependant, la force interne a compensé, avec :

- Une organisation du travail (réunion hebdomadaire, trimestre, bilan / programmation) qui a permis de continuer à assurer les actions nécessaires pour les communes,
- Une expérience permettant de poursuivre certains projets,
- Une capacité à faire face à la nouveauté, notamment pour l'établissement de dossiers de financement FIP.

En tout état de cause, l'apport de la direction générale a été nécessaire à partir du troisième trimestre, avec un recadrage par rapport aux activités à assurer et une relation aux communes améliorée, notamment au niveau de l'obtention de réponses.

Le partenariat avec les éditeurs n'a pas été toujours facile. Il faut noter à cet égard des difficultés avec AGEDI par manque de suivi, et un renouvellement du marché CEGID en retard.

Des résultats ont été obtenus malgré ces difficultés, avec beaucoup de projets assurés.

En résumé, malgré les difficultés, le département a su répondre aux forts besoins communaux et réaliser une année intéressante au niveau des résultats. La situation d'un département sans directeur s'inscrivant dans la durée ne pouvant perdurer, la procédure de recrutement a été initiée en fin d'année 2015.



Les caractéristiques des communes polynésiennes rendent complexe le partenariat avec les éditeurs localisés en métropole



■ Le bilan des actions 2015

► Points positifs

- Une mise en œuvre réussie du travail en mode projet, qui a aidé aux bons résultats de l'année,
- Un partenariat notable avec les autres départements du SPCPF
- Une année de bonne production en matière d'études et de maîtrise d'œuvre, malgré les difficultés liées au départ du directeur et du technicien à mi-temps,
- En matière d'études et de cahier des charges de consultation, la mise en place d'une approche novatrice et de validation de modèles de documents,
- Une participation à la programmation du FIP valorisante pour le SPCPF, et porteuse de structuration pour la programmation des études et maîtrise d'œuvre,

- Des assistances de groupe pour les logiciels AGEDI correspondant visiblement à une forte demande, et donc une utilité avérée sur le terrain.

► Points faibles

- Un projet informatique global du SPCPF en attente, en raison des problèmes de ressources humaines rencontrés,
- Un déficit dans le contact, dans la présence sur le terrain, de visibilité sur la situation réelle des communes adhérentes,
- Un partenariat avec AGEDI en mode jour le jour. La qualité des logiciels n'est pas en cause, mais la mise en place du cadre du partenariat est une vraie nécessité,
- Une absence de formation métier pour l'équipe, inquiétante pour l'avenir.

■ Chiffres clefs

1330 demandes adressées à la Hotline informatique

918 demandes concernant les logiciels, toutes collectivités confondues

9 sessions d'assistances de groupe concernant **6** logiciels ont été organisées

66 stagiaires issus de **22** collectivités y ont participé

■ HOTLINE

412 demandes concernant l'environnement informatique, toutes collectivités confondues

dont **196** internes au SPCPF pour les logiciels

230 internes au SPCPF pour l'environnement informatique

■ RÉPARTITION DES DEMANDES PAR ARCHIPEL

	NOMBRE DE COLLECTIVITÉS	NOMBRE DE DEMANDES
► Iles du Vent	4	145
► Iles sous le Vent	6	250
► Marquises	6	66
► Australes	5	136
► Tuamotu - Gambier	17	50
► Collectivités (dont SPCPF et communes sous convention)	13	665
► Multi-Collectivités		18

■ DÉTAIL DES DEMANDES

LOGICIELS		ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE	
► Bureautique	2	► Antivirus	4
► Comptabilité GF CEGID	246	► Environnement logiciels	57
► Paie GRH CEGID	109	► Imprimantes	27
► Lanceur AGEDI	4	► Internet	59
► Facturation au compteur AGEDI	51	► Mail	65
► Facturation au forfait AGEDI	59	► Onduleur	1
► Elections	33	► Unités centrales	108
► Comptabilité M14 AGEDI	242	► Réseau	42
► Paie AGEDI	90	► Sauvegarde	20



Mise en place de logiciels de facturation spécifiques dans les communes

► **Rimatara.** Pour faire suite à ses missions dans la commune de Rimatara, la chef de projet du département restauration scolaire a informé le département informatique que la commune souhaitait mettre en place une facturation des repas pris à la cantine. Les actions nécessaires à la mise en place du logiciel Win-FAC ont été mises en place.

Les agents communaux concernés par cette facturation ont participé à l'assistance de groupe organisée à Tahiti du 8 au 9 septembre 2015. Une mission sur site a été effectuée du 5 au 7 octobre 2015.

► **Raivavae.** Dans le cadre du projet développé pour la commune de Raivavae, le département eau potable a informé le département informatique que la commune souhaitait facturer l'eau au compteur.

Les actions nécessaires à la mise en place du nouveau logiciel Win-EAU ont été mises en œuvre. Cette action a été concrétisée lors d'une mission sur site du 2 au 4 décembre 2015.

Développement d'un nouveau protocole avec le Trésor Public

► Le logiciel du Trésor Public exploité en Polynésie française (DDPAC) n'autorise la saisie des paiements transmis par les régies communales qu'en mode manuel. Les importants volumes de données de ces dernières années ont ainsi conduit à mettre sur un compte d'attente les versements des régies.

Afin de pouvoir assainir la situation, le Trésor a mis en place un protocole interne permettant à l'aide d'un fichier produit par les communes (protocole PIMENTS) de saisir en quelques secondes l'ensemble des paiements transférés. Afin d'assurer un recouvrement de qualité qui apporte de la trésorerie aux collectivités, et après l'obtention d'une dérogation de la Direction Générale des Finances Publiques, le SPCPF avec A.G.E.D.I. et le Trésor public ont collaboré sur une évolution logicielle qui a pour objectif la gestion automatique des recettes sur titre et rôle émis.

Les communes de Paea et Taiarapu-Ouest ont été choisies comme communes pilotes de ce projet.

Les opérations d'assistance de groupe

L'utilisation des logiciels distribués par le SPCPF par les agents des communes nécessite régulièrement la tenue de réunion de travail regroupant plusieurs collectivités. Durant l'année 2015, 9 sessions de ce type concernant 6 logiciels ont été organisées. 66 stagiaires issus de 22 collectivités de l'ensemble des archipels y ont participé.



Détail des opérations d'étude et de maîtrise d'œuvre

► Le département a mené plusieurs études pour des communes identifiées comme présentant des risques (matériel vétuste, systèmes d'exploitation non tenus à jour). Ces opérations ont été inscrites dans la programmation du département afin de les accompagner au renouvellement de leur matériel. En outre, le projet du haut-commissariat pour la dématérialisation de la transmission des actes juridiques a été le catalyseur sur certains dossiers puisque ce partenaire a proposé un accompagnement via un financement. Enfin, des communes se sont manifestées d'elles-mêmes car elles ont estimé qu'il fallait faire évoluer l'informatique dans leur commune.

C'est dans ce contexte que les études suivantes ont été réalisées :

ARCHIPEL	COMMUNE	FIP	OBSERVATIONS
• Australes	Rurutu	Oui	-
• Australes	Tubuai	Oui	-
• ISLV	Tahaa	Oui	-
• ISLV	Uturoa	Oui	-
• Tuamotu Gambier	Makemo	Non	Mission sur site réalisée en janvier 2015. Plusieurs réunions de travail ont été tenues au SPCPF
• Tuamotu Gambier	Manihi	Oui	Mission sur site réalisée en avril afin de faire un audit sur les sites de Manihi et Ahe
Maîtrise d'œuvre			
• IDV	Teva I Uta	Oui	La commune a réalisé elle-même ses études. Consultation et ouverture des plis réalisées par le SPCPF.
• Australes	Rimatara	Non	Consultation et ouverture des plis réalisées.



LE DÉPARTEMENT COMMUNICATION





LE BILAN 2015

■ La tonalité de l'année 2015

L'année a été marquée par un rythme assez élevé des actions. Le soutien d'une personne recrutée temporairement durant trois mois en début d'année a permis la réalisation d'un rapport d'activité de l'année 2014, unanimement apprécié pour la qualité de son contenu mais aussi sa forme et son graphisme. Il a servi de base à la réali-



sation de la signalétique interne, de l'agenda 2016 et du nouveau site internet. L'image du SPCPF a ainsi été modernisée.

Rappel des objectifs de l'année

- **Renforcer le rôle de porte-parole** du monde communal du président du SPCPF dans les médias, y accentuer la présence du SPCPF. Accompagner les élus délégués dans leurs actions de communication. Cet objectif a été réalisé.
- **Consolider le lien avec les délégués du SPCPF.** Même si les différentes rencontres organisées dans l'année ont permis de constater l'attachement que les élus municipaux manifestent à l'égard du SPCPF, cet objectif se heurte à une évaluation difficile.
- **Poursuivre et renforcer la notoriété du SPCPF** dans les communes. Les résultats de l'enquête menée auprès des élus municipaux permettront de mesurer cet objectif.
- **Refondre le site internet** dans sa globalité afin que ses contenus correspondent davantage aux attentes des différents publics visés, introduire de nouvelles fonctionnalités. L'objectif de mise en ligne du nouveau site web dans sa partie publique au mois de janvier 2016 sera atteint.
- **Mener concrètement l'enquête sur les élus** de la nouvelle mandature 2014-2020. Ce chantier a été mené en majeure partie sur 2015 et finalisé en 2016.
- **Poursuivre les actions de cohésion** pour les agents du SPCPF (communication interne). Les deux journées de communi-

cation interne ont été tenues. L'arrivée de nouveaux agents a nécessité de mettre l'accent sur la cohésion du personnel.

■ Le détail des actions réalisées par département

La formation des élus

Le département a élaboré un catalogue des actions et formations à destination des élus, renouvelé totalement dans sa forme. Autre point fort de l'année : les actions de communication autour du congrès des communes, qui est traditionnellement un excellent moyen d'intéresser les médias, et par leur intermédiaire la population, aux problématiques communales.

La promotion de l'institution communale

Le département communication a été associé à toutes les actions nécessitant une médiatisation, afin de promouvoir le SPCPF et l'action de son président et des élus délégataires.

La compétence restauration scolaire

Le département communication a très régulièrement apporté son concours au chef de projet à l'occasion de ses séminaires de travail, pour l'édition du rapport de synthèse de l'enquête de satisfaction, et du rapport global qui a été diffusé en début d'année 2016.

Le département eau potable

L'effort a porté sur la réorganisation du département eau potable : nouveaux personnels, création de secteurs. L'organisation d'une journée de communication interne en partie centrée sur cette thématique et de

l'information sur les travaux d'aménagement de l'immeuble du SPCPF en avril 2015 ont permis de remplir cet objectif. Le texte relatif à la problématique de l'eau potable dans les Tuamotu a été traité de façon assez complète dans le rapport d'activité de l'année 2014.

Enfin le département a été impliqué dans la participation à la manifestation "Journée Mondiale de l'eau", organisée par le Pays dans les jardins de Paofai le 22 mars 2015.

Le département informatique

Le projet de réalisation d'un tapis de souris destiné aux utilisateurs des logiciels distribués par ce département illustré de la mascotte "Ariitihoni" a été mené à son terme. Sa diffusion a été opérée en cours d'année. Non programmée initialement, la refonte du document "Guide de la hotline" a été initiée en fin d'année.

CONCLUSION

Le plan d'action du département communication a été marqué par la poursuite d'opérations qui ont démontré leur efficacité.

Au second semestre de l'année, un effort particulier a été consacré à la restauration scolaire, en raison de la montée en puissance notable des actions de communication de ce département.

Les objectifs de l'année ont été atteints en très grande partie, mais la mise en œuvre générale du projet a été rendue complexe par le rythme spécifique de l'année. L'enquête auprès des élus et le projet de refonte du site web ont été lancés dans le calendrier prévu à compter du second semestre 2015.





LE COMPTE ADMINISTRATIF 2015





LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2015

La présente note aborde successivement l'exécution budgétaire au regard des prévisions, l'équilibre général et le détail des différents chapitres de la section de fonctionnement et de la section d'investissement.

Le compte administratif constitue le bilan financier de l'année écoulée.

Il comprend plusieurs paramètres :

- **Résultat de l'exercice par section,**
- **Résultat reporté,**
- **Restes à réaliser.**

À l'issue de l'ensemble de ces opérations se dégage le résultat de clôture de l'exercice.

Cette étape est suivie de l'affectation du résultat pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2016.

Bilan financier

Le budget 2015 s'élevait en dépenses (fonctionnement + investissement) à **457 525 533 F CFP** contre **369 335 918 F CFP** en 2014.

Ce budget était donc en forte augmentation, avec une volonté d'agir au mieux pour les communes. En particulier, un effort très sensible a été fait en matière d'eau potable.

■ Résultat de l'exercice

Section de fonctionnement

- Dépenses : 307 411 050 F CFP (246 042 378 F CFP réalisés en 2014)
- Recettes : 307 723 535 F CFP (236 099 008 F CFP réalisés en 2014)
- Résultat : + 312 484 F CFP
 - Résultat antérieur N-1 : 50 968 214 F CFP
 - Résultat de clôture : **Excédent : 51 280 698 F CFP**

Section d'investissement

- Dépenses : 25 268 702 F CFP (2 587 525 F CFP réalisés en 2014)
- Recettes : 7 600 652 F CFP (7 506 321 F CFP réalisés en 2014)
- Résultat : -17 668 050 F CFP
 - Résultat antérieur N-1 : 26 140 773 F CFP
 - Résultat de clôture : **Excédent : 8 472 723 F CFP**

■ Résultat reporté

Le compte administratif total, en intégrant le résultat reporté de 2014 (fonctionnement + investissement) s'élève donc à :

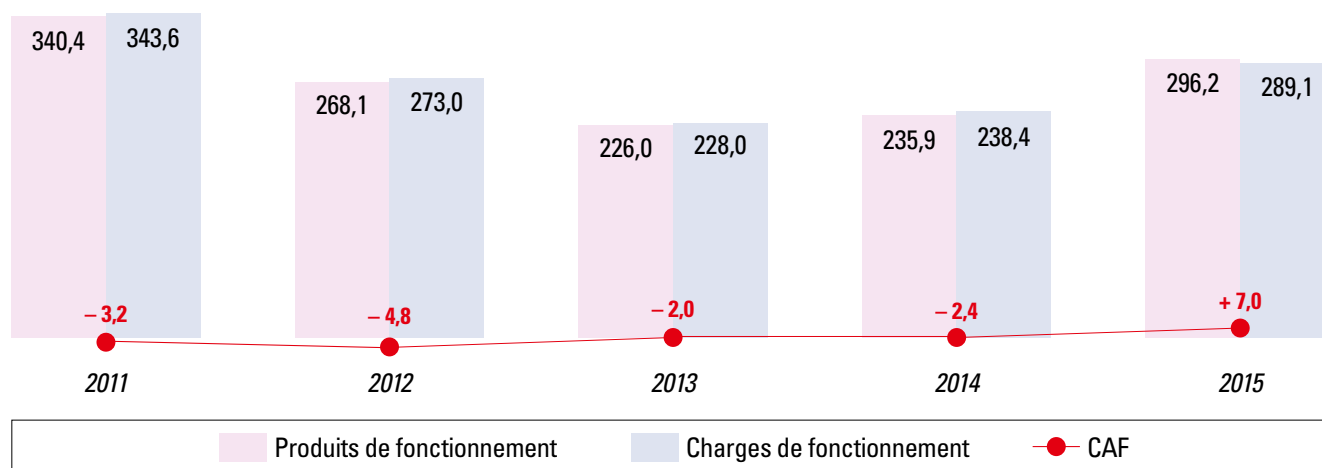
- Dépenses : 332 679 752 F CFP
- Recettes : 392 433 173 F CFP
- Résultat : 59 753 421 F CFP

■ Restes à réaliser

Les restes à réaliser en investissement s'élèvent à :

- Dépenses : 4 015 317 F CFP
- Recettes : 3 388 633 F CFP

Evolution de la CAF (en millions CFP)



À partir d'une analyse des comptes élaborée sur les cinq derniers exercices, le trésorier de la TIVAA considère que la situation financière du SPCPF s'est améliorée, avec en particulier une CAF devenue positive



■ ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2015 affiche un excédent de 0,31 MF CFP.

En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à 50,96 MF CFP, celui-ci s'élève au 31 décembre 2015, à la somme de 51,28 MF CFP.

Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2015 s'élèvent à 364,50 MF CFP soit un taux de réalisation de 87,5 % par rapport aux prévisions. Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté. Ces recettes proviennent principalement des contributions, des subventions du FIP, et enfin de l'excédent de fonctionnement.

Le tableau ci-dessous donne la ventilation par nature des recettes de fonctionnement (en F CFP).

Répartition par catégorie de recettes

► Chapitre 002

Ces réalisations ne sont que des écritures budgétaires sans émission de titres de recettes.

► Chapitre 013

Ce chapitre regroupe les remboursements des indemnités journalières et cotisations de la CPS relatifs aux arrêts maladie du personnel du SPC.

► Chapitre 70

Ce chapitre concerne au niveau de la prévision les recettes du département informatique vis-à-vis des collectivités non adhérentes.

Celles-ci ont finalement été perçues au chapitre 74.

► Chapitre 74

Ce chapitre s'élève à 296,08 MF et est alimenté par :

- les contributions des communes adhérentes pour 225,10 MF CFP,
- les recettes pour les prestations pour les non adhérents pour 2,29 MF CFP,
- les subventions du FIP pour les différentes compétences à hauteur de 68,70 MF CFP.

Il est précisé que sur les subventions FIP budgétées sur 2015, une partie n'a pu être encaissée malgré les demandes faites en fin d'année. Elles seront évidemment perçues en 2016.

► Chapitre 77

Ce chapitre concerne en 2015 le remboursement d'un mandat payé à tort en 2014.

Ventilation par nature des recettes de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Prévisions	Réalisations	% des réalisations
► 002	Excédent de fonctionnement	50 968 214	50 968 214	100 %
► 13	Atténuations de charges	14 025 000	11 522 036	82,2 %
► 70	Produits services, du domaine & ventes div.	1 500 000		0 %
► 74	Dotations, subventions & participations	336 241 803	296 085 998	88,1 %
► 77	Produits exceptionnels	0	115 000	
TOTAL - Recettes de fonctionnement		408 543 798	364 500 529	87,5 %



Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses globales de fonctionnement s'élèvent à 313,22 MF CFP sur 408,54 MF CFP inscrits soit un taux de réalisation de 76,7 %.

Le tableau ci-après donne la ventilation par nature de ces dépenses (en F CFP).

Répartition

par catégorie de recettes

► Chapitre 002

Ce chapitre concerne la reprise du déficit de la compétence restauration scolaire.

► Chapitre 023

Le virement à la section d'investissement n'a pas donné lieu à résultat. On verra ci-après qu'une affectation du résultat est nécessaire, la dotation aux amortissements ne suffisant pas à alimenter la section de fonctionnement.

► Chapitre 011

Les charges à caractère général représentent un volume financier de 98,94 MF CFP pour un taux de réalisation de 61,5 %. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des élus, des agents du SPCPF, etc. Ce taux de 61,5 % s'explique :

- par des efforts de gestion dans toutes les compétences,

- par le report sur 2016 des études budgétées à la compétence eau potable et en restauration scolaire.

► Chapitre 012

Ce chapitre concerne les charges de personnel avec 180,0 MF CFP réalisés soit 86,5 % des prévisions.

Elles se détaillent comme ci-après :

- 131,47 MF pour les salaires du personnel permanent et 3,15 MF CFP pour les salaires du personnel en CDD,
- 36,71 MF CFP pour les charges patronales,
- 5,48 MF CFP, qui correspondent à la rémunération des formateurs,
- 3,17 MF CFP pour les cotisations au CGF.

Au 31 décembre 2015, le Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française employait 26 agents.

► Chapitre 65

Sur ce chapitre ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et des Vice-présidents, les cotisations à l'IRCANTEC, les indemnités de déplacement des élus lors des missions et les maintenances et assistances des logiciens à CEGID et AGEDI.

Les charges s'élèvent à 20,93 MF CFP soit un taux de réalisation de 84,4 % par rapport aux prévisions.

► Chapitre 66

Le chapitre 66 enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque SOCREDO.

Pour 2015, ils s'élèvent à 0,80 MF CFP, soit un taux de réalisation de 51,7 %

par rapport aux prévisions. Ce montant traduit la difficulté de trésorerie venant des retards de paiement des communes, mais aussi la volonté par la mobilisation de lignes de trésorerie de payer aux plus vite les fournisseurs.

► Chapitre 68

Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements, obligatoires, même si le besoin en investissement ne le justifie pas forcément pour l'année en cours.

Evolution des résultats

La section de fonctionnement génère un excédent de 51 280 698 F CFP, stable par rapport à 2014.

On rappelle cependant l'analyse faite en décembre 2015, avec des compétences obligatoires en forte baisse au niveau de l'excédent et des compétences optionnelles en augmentation. Le financement des compétences obligatoires en 2016 sera donc difficile.

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement de la totalité des compétences est excédentaire, à l'exception de la formation des élus pour laquelle le défaut de versement du FIP 2015 a été préjudiciable. Il convient cependant de noter que ce déficit n'est que comptable et que le versement de la subvention due pour 2015 permettra de revenir à l'excédent.

Ventilation par nature des dépenses de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Prévisions	Réalisations	% des réalisations
► 002	Déficit de fonctionnement	5 808 781	5 808 781	100 %
► 023	Virement à la section d'investissement	538 907	0	0 %
► 011	Charges à caractère général	160 887 687	98 935 558	61,5 %
► 012	Charges de personnel	208 197 600	179 995 030	86,5 %
► 65	Autres charges de gestion courante	24 814 128	20 934 276	84,4 %
► 66	Charges financières	1 554 843	804 334	51,7 %
► 68	Dotations aux amortissements	6 741 852	6 741 852	100 %
TOTAL - Dépenses de fonctionnement		408 543 798	313 219 831	76,76 %



■ ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2015 affiche un solde négatif de 17,67 MF CFP. Ajouté à ce résultat, l'excédent de l'exercice antérieur de 26,14 MF CFP permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de 8,47 MF CFP.

Les recettes d'investissement

Les 33,74 MF CFP de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté pour 26,14 MF CFP,
- du titre correspondant à l'intégration en travaux des frais d'études des travaux d'aménagement des bureaux, pour 0,86 MF CFP,
- de la dotation aux amortissements pour 6,74 MF CFP.

Elles représentent un taux de réalisation de 68,9 % par rapport aux prévisions, le

défait de réalisation provenant du report en 2016 d'opérations pour l'eau potable.

On notera le reste à réaliser de 3,38 MF correspondant à la subvention pour les logiciels demandée, mais non versée en 2015.

Les dépenses d'investissement

Le montant des mandats émis pour l'année 2015 s'élève à 25,26 MF CFP, soit une réalisation de 51,6 %.

Ce taux mitigé s'explique :

- par le report en 2016 d'opérations pour l'eau potable (filtre à sable et appareil de détection de fuites),
- la réalisation des travaux d'aménagement des bureaux, permettant ainsi aux départements eau potable et informatique de travailler dans des meilleures conditions.

On notera le reste à réaliser à hauteur de 4,02 MF, correspondant au site web et à des achats de fournitures pour lesquelles les factures n'ont pas encore été reçues.

■ Besoins de financement Résultats définitifs

Les résultats de l'année, et la prise en compte des restes à réaliser, font apparaître un besoin de financement de 954 594 F CFP pour le département restauration scolaire.

Ce besoin de financement sera assuré par la mobilisation de l'excédent de fonctionnement.

De fait, les résultats au 31 décembre 2015 font apparaître :

- un excédent de fonctionnement, le besoin de financement en investissement assuré de 50 326 104 F CFP,
- un besoin de financement (affectation du résultat) de 954 594 F CFP,
- un excédent d'investissement de 8 472 723 F CFP.

■ Le compte de gestion du Trésorier des Iles du Vent, des Archipels et des Australes

Le compte de gestion du Trésorier est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice accompagné des pièces justificatives correspondantes. Le compte de gestion répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget,
- présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de la collectivité.

La concordance des résultats du compte de gestion et du compte administratif pour l'exercice 2015 a été constatée.

■ La trésorerie

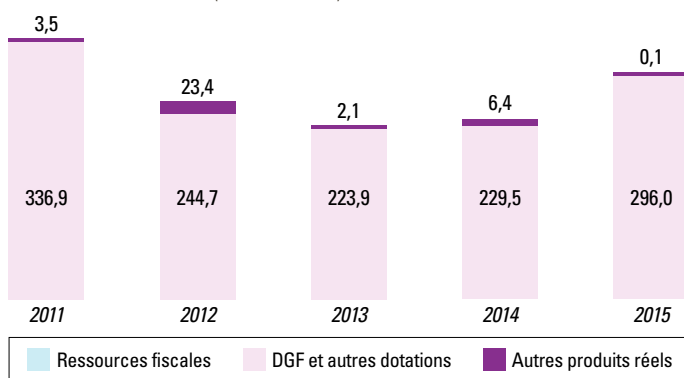
Au 31/12/2015 la trésorerie était de 17,9 MF CFP, avec tous les mandats de 2015 payés par le Trésor Public.

Les titres de recettes relatives aux contributions des communes adhérentes ont été émis en trois temps : 1/3 avant le vote du budget, 1/3 après le vote de ce dernier en avril et un dernier 1/3 en août. L'objectif de ce procédé est double :

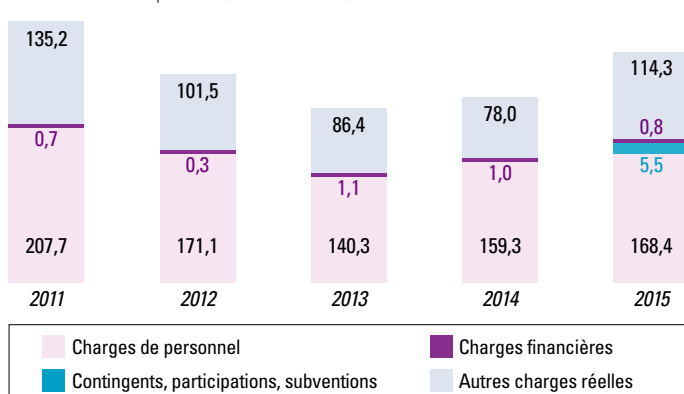
- d'une part, maintenir notre trésorerie en début d'année, sans de trop mobiliser la ligne de trésorerie,
- et d'autre part, permettre aux communes de payer leur contribution en 3 fois dans l'année, et donc d'éviter de faire trop baisser leur propre trésorerie.

Trésorerie TIVAA - Compte de gestion 2015

Evolution des recettes (en millions CFP)



Evolution des dépenses (en millions CFP)





Cette situation de trésorerie positive a été rendue possible par la mobilisation de la ligne de trésorerie (40 MF CFP) et par un excédent en début d'année de 77 MF CFP.

Il convient cependant de ne pas oublier les difficultés de paiement par les communes de leurs contributions, même si la situation s'est améliorée en 2015 avec un reste à recouvrer de l'ordre de 40 MF CFP contre 80 MF CFP en 2014. La baisse de l'excédent à 58,8 MF CFP, contre 77 MF CFP fin 2014, constitue un point de vigilance qui va demander une action continue auprès des communes pour que les contributions soient versées dans des délais raisonnables.

■ La répartition par compétence

Les statuts du SPCPF imposent le suivi des comptes du syndicat, compétence par compétence.

Vous trouverez ci-après un tableau donnant l'état des dépenses réalisées compétence par compétence. Ces éléments, ainsi que ceux relatifs aux recettes permettent d'établir un tableau récapitulatif des résultats par compétence et pour l'ensemble du syndicat.

■ Les contributions

Les contributions pour l'année 2015 s'élevaient à 225,1 MF CFP.

CONCLUSION

Avec un excédent global de 58,8 MF CFP, en baisse de près de 18 MF CFP, le SPCPF approche d'un niveau qu'il faudrait conserver sur le long terme, en ne perdant pas de vue la nécessité d'analyser la situation compétence par compétence. ●

Tableau récapitulatif par compétences

SECTION D'INVESTISSEMENT	A.G.	ELUS	PROMOTION	REST. SCOL.	AEP	INFORMATIQ.	TOTAL
TOTAL Budget 2015	9 417 220	8 541 716		1 317 406	9 910 000	19 795 393	48 981 735
DÉPENSES							
• Réalisé	8 474 146			1 136 000		15 658 556	25 268 702
• Restes à réaliser		3 900 500			114 817		4 015 317
• Déficit antérieur							0
TOTAL	8 474 146	3 900 500	0	1 136 000	114 817	15 658 556	29 284 019
RECETTES							
• Réalisé	3 154 122	1 107 278		111 565	608 321	2 619 366	7 600 652
• Restes à réaliser						3 388 633	3 388 633
• Excédent de fonctionnement capitalisé							0
• Excédent antérieur	6 263 098	7 434 438		69 841	1 590 277	10 783 119	26 140 773
TOTAL	9 417 220	8 541 716	0	181 406	2 198 598	16 791 118	37 130 058
• % réalisation DEPENSES (y compris RAR)	89,99%	45,66%		626,22%	5,22%	93,25%	78,87%
• % réalisation RECETTES (y compris RAR)	100,00%	100,00%		13,77%	22,19%	84,82%	75,80%

SECTION DE FONCTIONNEMENT	A.G.	ELUS	PROMOTION	REST. SCOL.	AEP	INFORMAT.	TOTAL
TOTAL Budget 2015	84 814 565	63 691 900	57 149 740	26 909 305	122 545 025	53 433 263	408 543 798
DÉPENSES							
• Réalisé	79 882 687	52 701 133	41 506 914	12 643 197	76 575 721	44 101 398	307 411 050
• Déficit 2014				5 808 781			5 808 781
TOTAL RÉALISÉ	79 882 687	52 701 133	41 506 914	18 451 978	76 575 721	44 101 398	313 219 831
RECETTES							
• Réalisé	74 612 328	34 215 801	31 133 737	27 919 418	96 582 293	43 259 957	307 723 534
• Excédent 2014	9 876 302	16 629 101	13 735 802		6 487 875	10 047 915	56 776 995
TOTAL	84 488 630	50 844 902	44 869 539	27 919 418	103 070 168	53 307 872	364 500 529
						332 679 752	392 433 173
• % réalisation DEPENSES	94,19%	82,74%	72,63%	68,57%	62,49%	82,54%	76,67%
• % réalisation RECETTES	99,62%	79,83%	78,51%	103,75%	84,11%	99,77%	89,22%
							59 753 421
• % réalisation DEPENSES (FONCT. + INV)	93,77%	78,36%	72,63%	69,40%	57,90%	81,61%	74,86%
• % réalisation RECETTES (FONCT. + INV)	99,65%	82,21%	78,51%	99,55%	79,48%	95,73%	87,78%

• Besoin de financement	0	0	0	954 594	0	0	954 594
• Résultat de fonctionnement 2015	4 605 943	-1 856 231	3 362 625	9 467 440	26 494 447	9 206 474	51 280 698
• Autofinancement 2015	0	0	0	954 594	0	0	954 594
• Excédent de fonctionnement 2015	4 605 943	-1 856 231	3 362 625	8 512 846	26 494 447	9 206 474	50 326 104
• Résultat d'investissement 2015	943 074	8 541 716	0	-954 594	2 198 598	-2 256 071	8 472 723
• Résultat global 2015	5 549 017	6 685 485	3 362 625	7 558 252	28 693 045	6 950 403	58 798 827



Les frais de transport représentent une charge très importante



Tableau récapitulatif par chapitres et opérations + Restes à réaliser

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Chapitres	Libellé	Total	
DEPENSES			
• 011	Charges à caractère général	98 935 558	
• 012	Charges de personnel	179 995 030	
• 65	Autres charges de gestion courante	20 934 276	
• 66	Charges financières	804 334	
• 67	Charges exceptionnelles		
• 68	Dotations aux amortissements	6 741 852	
• 002	Déficit de fonctionnement	5 808 781	
	TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	313 219 831	
RECETTES			
• 013	Atténuations de charges	11 522 036	
• 70	Produits du service du domaine et ventes diverses		
• 74	Dotations et participations	296 085 998	
• 77	Produits exceptionnels	115 500	
• 002	Excédent de fonctionnement	56 776 995	
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	364 500 529	

SECTION D'INVESTISSEMENT			
Opérations	Libellé	Total	Restes à réaliser
DEPENSES			
• 20081	Acq. Mat. Administration générale	8 474 146	0
• 20083	Acq. Mat. Eau potable	0	114 817
• 20084	Acq. Mat. Informatique	15 658 556	0
• 20095	Acq. Mat. Restauration Scolaire	1 136 000	0
• 20112	Acq. Mat. Formation	0	3 900 500
Opération non ventiable			
• 001	Déficit d'inv. Reporté		
• 19	Plus ou moins-values sur cessions d'immo.		
	TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	25 268 702	4 015 317
RECETTES			
• 20081	Acq. Mat. Administration générale	0	0
• 20083	Acq. Mat. Eau potable	0	0
• 20084	Acq. Mat. Informatique	858 800	3 388 633
• 20095	Acq. Mat. Restauration Scolaire	0	0
• 20112	Acq. Mat. Formation	0	0
Opération non ventiable			
• 001	Excédent d'inv. Reporté	26 140 773	
• 28	Amortissement	6 741 852	
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	33 741 425	3 388 633



■ Délibération 1/2016/SPC du 11 février 2016

Vu la délibération n° 2/2015/SPC du comité syndical en date du 6 février 2015 approuvant le budget 2015 ;

Vu le compte administratif 2015 présenté par le Président du SPCPF et le compte de gestion 2015 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Archipels et des Iles Australes ;

Vu le rapport de présentation fourni aux membres du comité ;

Exposé des motifs

Le SPCPF étant un établissement public régi par les règles de comptabilité publique, les membres du comité syndical doivent se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes de Monsieur Alain TERRAL, trésorier receveur du SPCPF, pour l'année 2015, et doivent également se prononcer avant le 30 juin de l'année 2016 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par le Président du SPCPF.

Il est constaté la concordance du compte de gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par Monsieur Alain TERRAL, trésorier receveur du SPCPF avec le compte administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président.

Après en avoir délibéré, le compte administratif et le compte de gestion 2015 sont adoptés.

ADOPTE

► Article 1 :

Le compte administratif 2015 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2015 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Iles Australes et des Archipels sont approuvés.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 307 411 050 F CFP et les recettes à 307 723 534 F CFP soit un résultat de fonctionnement de 312 484 F CFP. L'intégration du résultat de l'année 2014 de 50 968 214 F CFP affiche au final un excédent de fonctionnement au 31 décembre 2015 de 51 280 698 F CFP. La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- Administration générale : 4 605 943 F CFP
- Formation des élus : -1 856 231 F CFP
- Promotion : 3 362 625 F CFP
- Restauration scolaire : 9 467 440 F CFP
- Eau potable : 26 494 447 F CFP
- Informatique : 9 206 474 F CFP

En investissement, les dépenses s'élèvent à 25 268 702 F CFP et les recettes à 7 600 652 F CFP soit un résultat d'investissement de -17 668 050 F CFP. L'intégration du résultat de l'année 2014 de 26 140 773 F CFP affiche un excédent de 8 472 723 F CFP au 31 décembre 2015, réparti par compétences comme ci-dessous :

- Administration générale : 943 074 F CFP
- Formation des élus : 8 541 716 F CFP
- Promotion : 0 F CFP
- Restauration scolaire : -954 594 F CFP
- Eau potable : 2 198 598 F CFP
- Informatique : -2 256 071 F CFP

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- en recettes d'investissement de 3 388 633 F CFP.
- en dépenses d'investissement de 4 015 317 F CFP.

Il est constaté un besoin de financement en investissement de 954 594 F CFP pour la restauration scolaire.

► Article 2 :

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2015 et constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de 51 280 698 F CFP.

Après en avoir délibéré :

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2015 en réserve (compte 1068) à hauteur de 954 594 F CFP de la façon suivante :

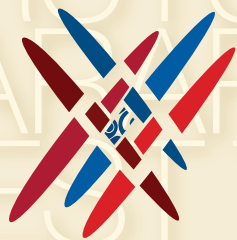
- Restauration scolaire : 954 594 F CFP
- et constate l'affectation en report de fonctionnement (compte 002) d'un montant de 50 326 104 F CFP, se répartissant comme suit :
- en report de fonctionnement (compte 002 excédent de fonctionnement) la somme de 52 182 335 F CFP, se répartissant comme suit :
- Administration générale : 4 605 943 F CFP
- Promotion : 3 362 625 F CFP
- Restauration scolaire : 8 512 846 F CFP
- Eau potable : 26 494 447 F CFP
- Informatique : 9 206 474 F CFP
- en report de fonctionnement (compte 002 déficit de fonctionnement) la somme de 1 856 231 F CFP, se répartissant comme suit :
- Formation des élus : 1 856 231 F CFP.

► Article 3 :

Conformément aux dispositions des articles 421-1, 421-4 et 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formé contre la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

► Article 4 :

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.



'Amuitahira'a nō te mau bire

SPCPF
SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Servitude Tepihaa II, Patutoa, Papeete
BP 50820 Piraë - Tahiti - Polynésie française
Tél +689 40 50 63 63 • Fax +689 40 41 07 98
communes@spc.pf • www.spc.pf